



**ÉCHAPPER AU PIÈGE DU
REVENU INTERMÉDIAIRE
ET PARVENIR AU
DÉVELOPPEMENT
DURABLE**

Octobre 2024

ÉCHAPPER AU PIÈGE DU REVENU INTERMÉDIAIRE ET PARVENIR AU DÉVELOPPEMENT DURABLE

Octobre 2024

Commission économique pour l'Afrique
Bureau sous-régional en Afrique du Nord, Rabat, Tél. : (+212) 537 717 829 • www.uneca.org

Oxford Economics Africa
Cecilia Square, 100 Cecilia Street, Paarl, South Africa, Tél.: (+270) 218 636 200
www.africaneconomics.com

©2024 Commission économique pour l'Afrique, Oxford Economics Africa

Tous droits réservés.

Toute partie du présent ouvrage peut être citée ou reproduite librement. Il est cependant demandé d'en informer la Commission économique pour l'Afrique et de lui faire parvenir un exemplaire de la publication. Les appellations employées dans la présente publication et les éléments qui y sont présentés n'impliquent, de la part de la Commission économique pour l'Afrique ou d'Oxford Economics Africa, aucune prise de position quant au statut juridique, aux systèmes économiques ou aux stades de développement des pays, territoires, villes ou zones, ou de leurs autorités, ni quant au tracé de leurs frontières ou limites. Les désignations telles que « développé », « industrialisé » et « en développement » sont utilisées à des fins statistiques et n'expriment pas nécessairement un jugement sur le stade de développement atteint par un pays ou une région donnée dans le cadre du processus.

TABLE DES MATIÈRES

Avant-propos	vii
Remerciements.....	ix
Résumé	x
1. Introduction et contexte	1
2. Le statut de pays à revenu intermédiaire : un autre point de vue	5
2.1 Coût de la vie.....	5
2.2 Pouvoir d'achat.....	6
3. Les changements climatiques et le piège du revenu intermédiaire ...	11
3.1 Liens directs et indirects	11
4. Chances de l'Afrique d'échapper au piège du revenu intermédiaire.....	15
4.1 Trajectoires de croissance actuelles	15
4.2 En quoi consisterait la sortie du piège du revenu intermédiaire ?.....	19
4.3 La nature changeante de la croissance	21
4.4 Considérations exogènes : les changements climatiques.....	26
5. Tirer parti des efforts déployés dans la lutte contre les changements climatiques	29
5.1 Le financement, talon d'Achille du développement en Afrique	29
5.2 Un paysage énergétique en mutation.....	32
5.3 Une possible renaissance minière.....	37
5.4 La nécessaire révolution agricole.....	39
6. Difficultés et conséquences pour les politiques	42
6.1 Fondements.....	42
6.2 Innovations.....	44
7. Conclusion.....	48
Sources.....	50

AVANT-PROPOS

La Commission économique pour l'Afrique (CEA), l'une des cinq commissions régionales du Conseil économique et social, joue un rôle fondamental en matière d'appui au développement économique et social de l'Afrique, à l'intégration régionale et à la coopération internationale par le biais d'activités de réflexion et d'assistance technique aux États membres. Le travail régional entrepris par la CEA est soutenu par cinq bureaux sous-régionaux et un centre de formation. En orientant ses activités vers des domaines tels que la macroéconomie, la gouvernance, le commerce, les statistiques, l'emploi, le secteur privé, la finance, le développement social, l'atténuation des changements climatiques et l'adaptation à leurs effets, la CEA produit des travaux de recherche sur des questions d'importance stratégique pour l'Afrique, qui servent de base à l'élaboration de politiques fondées sur des données probantes, au renforcement des capacités et à la prestation de services consultatifs.

Les pays africains à revenu intermédiaire forment un groupe hétérogène d'États confrontés à des défis propres pour atteindre les objectifs de développement durable et améliorer le niveau de vie de leur population. Depuis le début des années 2000, ces pays ont contribué de manière significative au progrès économique et social du continent. Leur influence grandissante va au-delà de la hausse des revenus et de la croissance économique, puisqu'ils abritent par ailleurs la majeure partie de la population du continent et qu'ils sont pour beaucoup dans l'essor de la classe moyenne et l'amélioration de l'inclusion sociale en Afrique. Si ces pays ont obtenu des résultats notables en matière de développement, ils se heurtent toutefois à des difficultés de taille qui ont trait à la vulnérabilité, aux inégalités et aux besoins qui augmentent en termes de financement du développement. Les pays à revenu intermédiaire dans leur ensemble se caractérisent non seulement par leur potentiel, mais aussi par leurs capacités limitées en matière de transformation structurelle, de gains de productivité, d'adoption de technologies et d'innovation, et par les obstacles qui les privent de financements adéquats et abordables. Ces facteurs font partie des principales contraintes qui empêchent les pays africains à revenu intermédiaire d'échapper à ce qu'on appelle le piège du revenu intermédiaire. Ils pèsent en effet directement sur les chances de tel ou tel d'y parvenir, mais tous les pays auront à composer avec un même facteur exogène, et manifeste : les changements climatiques.

Les constatations qui figurent dans le présent rapport indiquent que les mesures prises au niveau mondial pour lutter contre les changements climatiques pourraient également servir de catalyseur à l'ajustement structurel nécessaire pour échapper au piège du revenu intermédiaire, ce qui exige d'aller au-delà de la mise à niveau industrielle et des gains de productivité et requiert l'élaboration d'une stratégie pour passer rapidement à de nouveaux secteurs d'activité. Les technologies vertes et les percées dans le secteur de l'agriculture pourraient être ces nouveaux secteurs. Financer les besoins de l'Afrique en matière d'infrastructures tout en atténuant l'impact de celles-ci sur l'environnement et en améliorant la résilience de l'économie face aux chocs exogènes nécessitera des investissements bien supérieurs aux capacités des gouvernements. Le financement et le soutien du secteur public devront être exploités pour attirer le secteur privé. Cela peut se faire en établissant un cadre réglementaire sûr et complet, tout en réduisant en même temps les risques associés aux investissements dans les infrastructures et l'action climatique. Pour échapper au piège du revenu intermédiaire, il faudra également adopter une approche globale en matière de politique générale afin de garantir non seulement que

les économies se développent à un rythme adéquat et régulier, mais aussi que s'opère le changement structurel nécessaire. Tirer parti des efforts déployés à l'échelle mondiale pour atténuer les changements climatiques pourrait catapulter les économies africaines sur des trajectoires de développement plus robustes. Les investissements dans les infrastructures d'énergie propre et l'élargissement de l'accès à l'électricité qui en résultera seront essentiels pour soutenir les efforts d'industrialisation de l'Afrique et, par conséquent, joueront un rôle central dans la progression des pays africains vers le statut de pays à revenu élevé.

REMERCIEMENTS

La présente étude, intitulée Échapper au piège du revenu intermédiaire et parvenir au développement durable, constitue le quatrième rapport issu de la collaboration entre le Bureau sous-régional de la CEA en Afrique du Nord et Oxford Economics Africa, organisme basé en Afrique du Sud et faisant partie de l'Oxford Economics Group.

Jacques Nel, Chef de la recherche macroéconomique à Oxford Economics Africa, en collaboration avec Amal Nagah Elbeshbishi, économiste à la Section de l'emploi et des compétences pour le développement durable du Bureau sous-régional en Afrique du Nord, a effectué les recherches nécessaires à la réalisation de cette étude.

Le rapport a été élaboré sous la direction de l'ancienne directrice du Bureau sous-régional en Afrique du Nord, Zuzana Schwidrowski. Nous tenons à exprimer notre profonde gratitude au Directeur du Bureau sous-régional en Afrique du Nord, Adam Elhiraika, pour ses judicieuses observations, qui ont été déterminantes dans la réalisation de l'étude.

Enfin, nos vifs remerciements sont adressés à tous les collègues du Bureau sous-régional en Afrique du Nord pour leur précieuse contribution à différents stades de l'élaboration de l'étude.

RÉSUMÉ

Le piège du revenu intermédiaire est un état de développement économique dans lequel le revenu et la croissance de la production économique d'un pays stagnent une fois que celui-ci est classé parmi les nations à revenu intermédiaire. La plupart des pays africains sont considérés comme des pays à revenu intermédiaire (allant du revenu intermédiaire inférieur au revenu intermédiaire supérieur), les estimations les plus récentes indiquant que 32 États africains affichent un revenu national brut par habitant compris entre 1 130 et 13 850 dollars.

Alors que les facteurs internes spécifiques à un pays, notamment son histoire, ses institutions et son cadre politique et réglementaire, auront une incidence directe sur ses chances d'échapper au piège du revenu intermédiaire, il existe un facteur exogène majeur auquel tous les pays devront faire face : les changements climatiques. Néanmoins, les efforts déployés à l'échelle mondiale pour lutter contre les changements climatiques pourraient également servir de catalyseur à l'ajustement structurel nécessaire pour échapper au piège du revenu intermédiaire. Cela suppose d'aller au-delà de la modernisation industrielle et des gains de productivité et d'élaborer une stratégie pour faire le grand saut vers de nouvelles industries. Les technologies vertes et les progrès dans l'agriculture pourraient être ces nouvelles industries.

Financer les besoins de l'Afrique en matière d'infrastructures tout en atténuant l'impact de celles-ci sur l'environnement et en améliorant la résilience de l'économie face aux chocs exogènes nécessitera des investissements qui vont bien au-delà des capacités des gouvernements. Le financement et le soutien du secteur public devront servir de levier pour attirer le secteur privé. À cette fin, il convient de mettre en place un cadre réglementaire sûr et complet, tout en réduisant les risques liés aux investissements dans les infrastructures et l'action climatique.

Pour échapper au piège du revenu intermédiaire, il faudra adopter une approche politique globale pour garantir non seulement que les économies se développent à un rythme adéquat et régulier, mais aussi que s'opère le changement structurel nécessaire. Tirer parti des efforts déployés à l'échelle mondiale pour atténuer les changements climatiques pourrait catapulte les économies africaines sur des trajectoires de développement plus robustes. Les investissements dans les infrastructures d'énergie propre et l'élargissement de l'accès à l'électricité qui en résultera seront essentiels pour soutenir les efforts d'industrialisation de l'Afrique et, par conséquent, joueront un rôle central dans la progression des pays africains vers le statut de pays à revenu élevé.

Les avancées technologiques, les innovations financières et l'action mondiale en faveur de l'atténuation des changements climatiques ont modifié le contexte dans lequel les pays à revenu intermédiaire aspirent au statut de pays à revenu élevé. Les institutions gouvernementales et les politiques publiques devront jouer un rôle central pour évoluer dans ce nouveau contexte, et en tirer parti. La mise en place d'instruments de gouvernance consacrés à une stratégie industrielle moderne et à la transition vers des économies vertes, numériques, circulaires et bleues permettra aux pays africains de mettre en œuvre des mécanismes institutionnels et de coordination de haut niveau qui renforceront leurs programmes de développement intersectoriels.

Tirer parti des efforts déployés à l'échelle mondiale pour atténuer les changements climatiques pourrait catapulte les économies africaines sur des trajectoires de développement plus robustes.

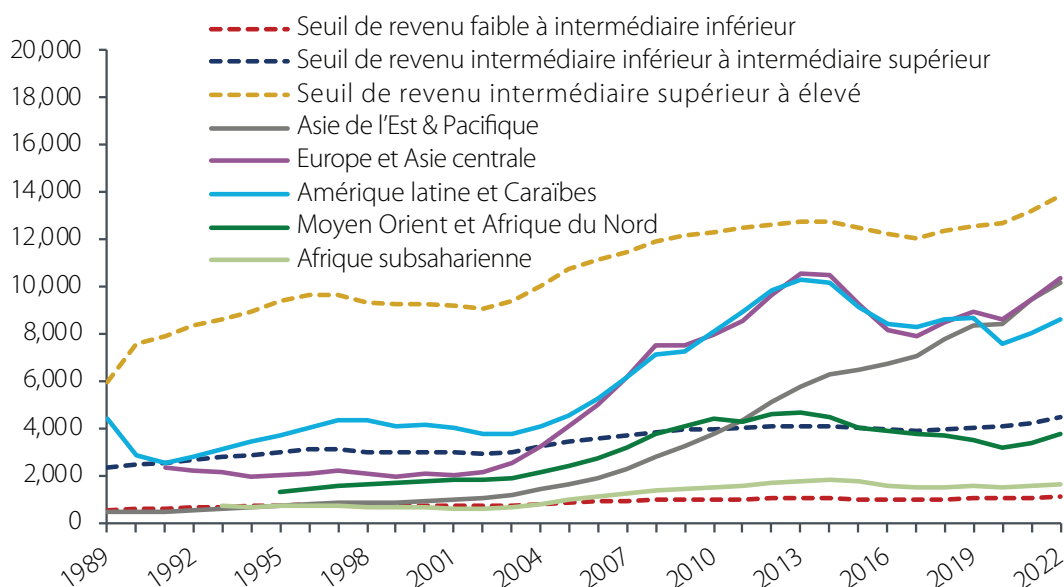
1. INTRODUCTION ET CONTEXTE

En 1989, la Banque mondiale a commencé à répartir et à classer les pays en quatre catégories de revenus : faible revenu, revenu intermédiaire inférieur, revenu intermédiaire supérieur et revenu élevé. En 1989, le revenu national brut par habitant des pays à faible revenu était inférieur à 580 dollars, tandis que celui des pays à revenu élevé était d'au moins 6 000 dollars. La Banque mondiale ajuste chaque année, ces seuils de revenu qui ont augmenté en moyenne de 2,3 % par an entre 1989 et 2022. En 2022, le revenu national brut par habitant des pays à revenu intermédiaire se situait entre 1 135 et 13 845 dollars, et une grande partie des pays africains appartenait à cette catégorie.

En 1989, la Banque mondiale a retenu 43 pays africains dans son analyse de classification des revenus. Au total, 23 de ces pays ont été classés dans la catégorie des pays à faible revenu, 16 dans celle des pays à revenu intermédiaire inférieur et 4 dans celle des pays à revenu intermédiaire supérieur. En 2022, la liste s'est élargie pour inclure 52 pays africains, dont 20 étaient classés dans la catégorie des pays à faible revenu, 24 dans celle des pays à revenu intermédiaire inférieur et 8 dans celle des pays à revenu intermédiaire supérieur. Actuellement, la plupart des pays africains sont classés dans la catégorie des pays à revenu intermédiaire (allant du revenu intermédiaire inférieur au revenu intermédiaire supérieur), sachant que 32 États africains affichaient en 2022 un revenu national brut par habitant compris entre 1 135 et 13 845 dollars.

L'Afrique a le revenu par habitant le plus bas au monde

Figure 1.1 : Revenu national brut par habitant et seuils de revenu (méthode de l'Atlas) (En dollars des États-Unis)



Source : Banque mondiale.

S'il y a lieu de se féliciter que le nombre de pays africains à revenu intermédiaire soit à la hausse, force est aussi de constater qu'au moins 20 pays du continent sont encore classés dans la catégorie des pays à faible revenu. En outre, selon la Banque mondiale, aucun pays africain n'est classé dans la catégorie des pays à

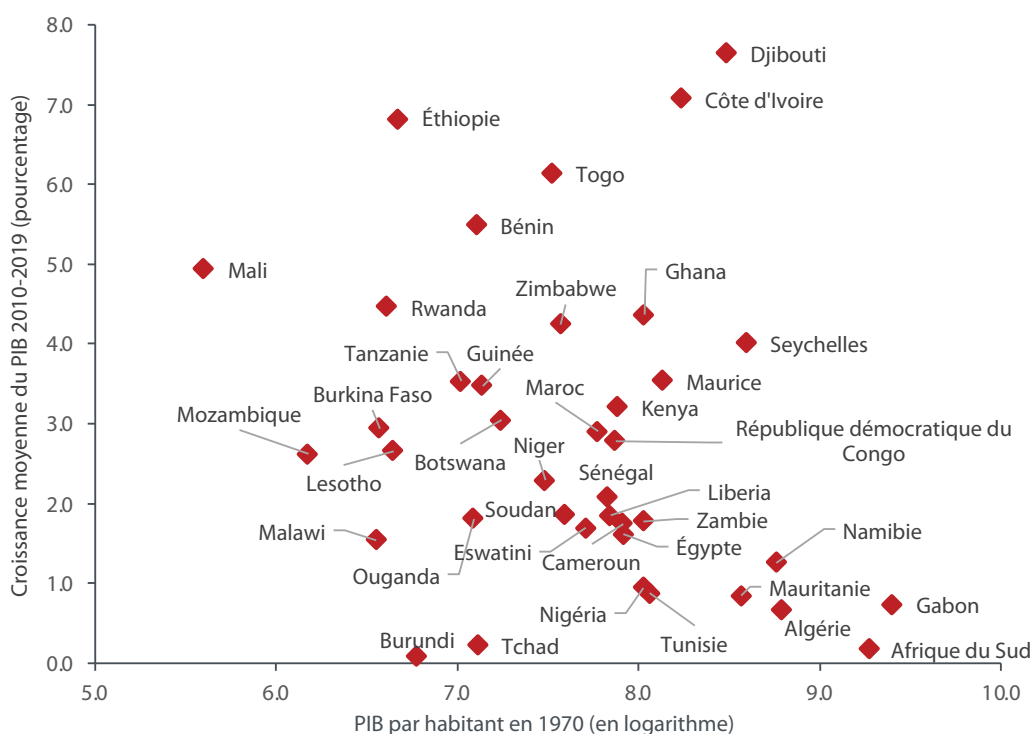
revenu élevé. En 2019, Maurice et les Seychelles ont été les premiers pays africains à obtenir le statut de pays à revenu élevé ; cependant, en raison des répercussions de la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19), en particulier sur le secteur touristique de ces nations insulaires, les deux pays sont ensuite retombés dans la catégorie des pays à revenu intermédiaire supérieur.

Maurice et les Seychelles ont donc brièvement quitté la catégorie des pays à revenu intermédiaire, mais le reste de l'Afrique ne décolle pas des catégories à faible revenu ou à revenu intermédiaire, et n'est pas près d'atteindre le seuil des pays à revenu élevé selon classification de la Banque mondiale. Ce phénomène, qui voit les pays rester coincés dans la catégorie des pays à revenu intermédiaire sans pouvoir passer au statut de pays à revenu élevé, est communément appelé le « piège du revenu intermédiaire ».

Le piège du revenu intermédiaire est un état de développement économique dans lequel le revenu et la croissance de la production économique d'un pays stagnent une fois que celui-ci atteint le groupe des pays à revenu intermédiaire. Les progrès rapides, les avantages concurrentiels et la croissance économique qui contribuent à propulser un pays d'une économie à faible revenu à une économie à revenu intermédiaire s'amenuisent, et il ne parvient pas à maintenir la croissance économique nécessaire pour devenir un pays à revenu élevé. La compétitivité internationale des exportations de ces pays, telles que les produits manufacturés, diminue à mesure qu'ils se développent, en raison de l'augmentation des salaires nationaux. En effet, les industries locales ne sont pas aussi avancées que celles des pays développés, réduisant ainsi les possibilités de croissance.

Les pays à faible revenu ont généralement des taux de croissance économique plus élevés, ce qui devrait les propulser vers le statut de pays à revenu intermédiaire au fil du temps

Figure 1.2 : Croissance économique moyenne par habitant (2010-2019), par rapport au PIB initial par habitant en 1970

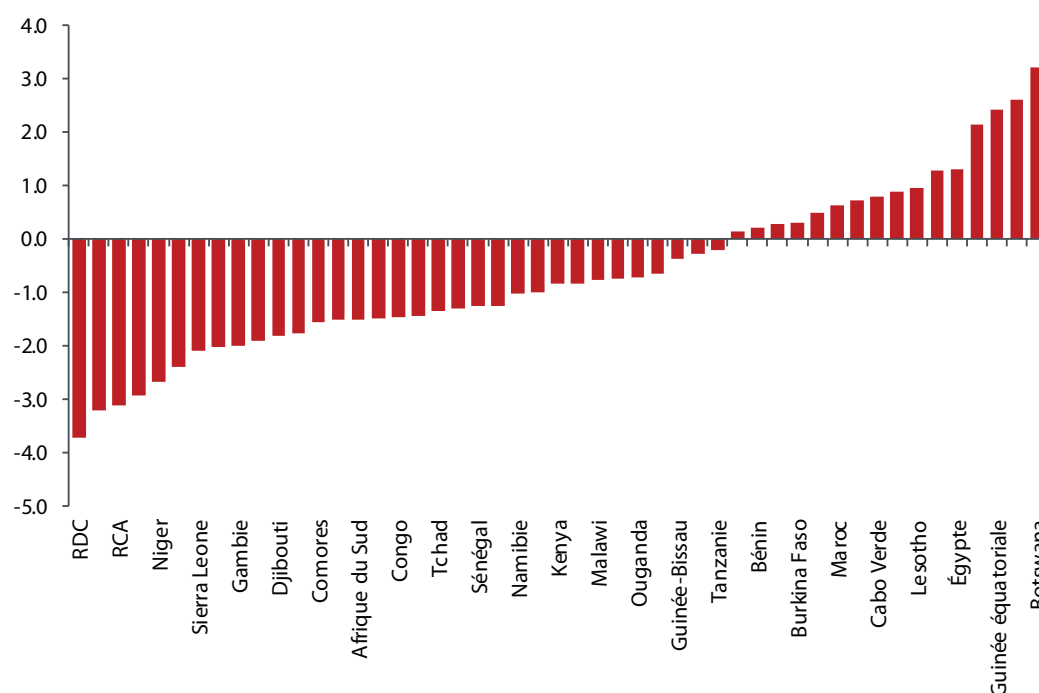


Source : Oxford Economics Africa.

Le concept de convergence est au cœur de la théorie de la croissance économique. Selon l'hypothèse de convergence économique, les niveaux de revenu augmentent plus rapidement dans les pays pauvres que dans les pays riches. Par conséquent, à long terme, cette relation inverse entre croissance et niveaux de développement devrait permettre aux pays à faible revenu de rattraper ceux à revenu élevé.

La première partie de l'hypothèse de convergence se confirme en Afrique. Il existe une corrélation négative entre les niveaux de revenu et la croissance économique, les pays africains à faible revenu enregistrant en moyenne des taux de croissance économique plus élevés. Bien que leur croissance soit plus rapide, les pays africains ont du mal à maintenir les niveaux de croissance élevés nécessaires pour rattraper les pays à revenu élevé du reste du monde. Un faible niveau d'investissement, une diversification industrielle inadéquate, le ralentissement de la croissance, la dynamique démographique et les mauvaises conditions sur le marché du travail sont autant d'obstacles cruciaux qui empêchent ces pays de rattraper leur retard et d'échapper au piège du revenu intermédiaire.

Figure 1.3 : Taux de croissance moyen du PIB par habitant, par rapport aux États-Unis (1970-2019)



Dans la plupart des pays africains, la croissance du PIB réel par habitant est bien inférieure à celle des États-Unis, ce qui empêche le continent de rattraper son retard

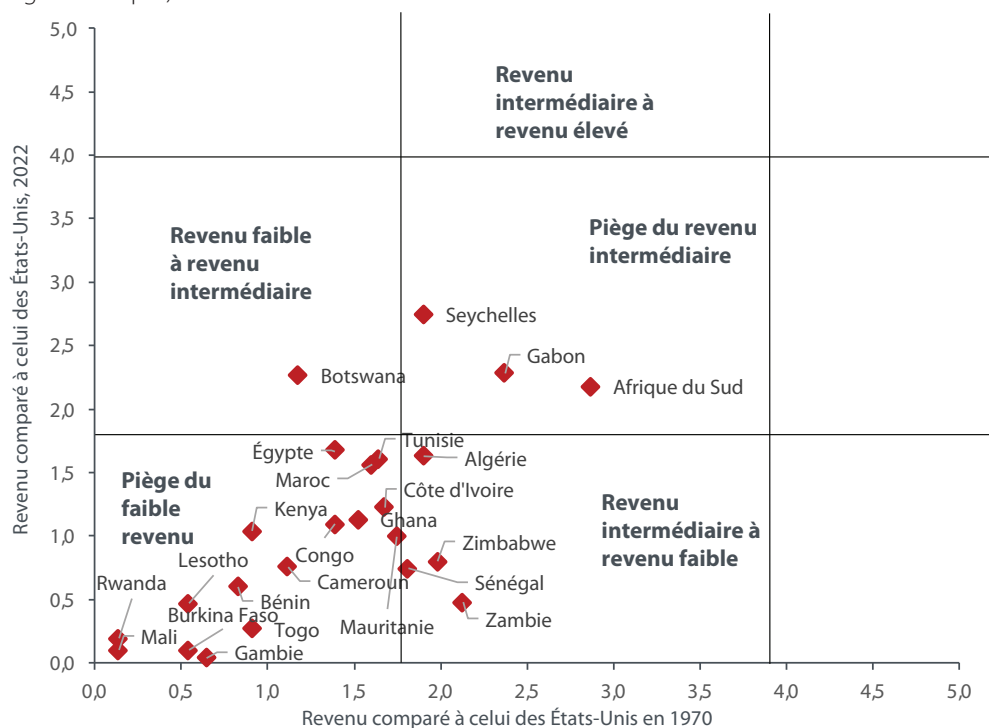
Source : Oxford Economics Africa.

Abréviations : RCA, République centrafricaine ; RDC, République démocratique du Congo.

Pour que les pays africains échappent au piège du revenu intermédiaire, la croissance économique et les niveaux de revenu doivent augmenter beaucoup plus rapidement ou, au minimum, dépasser ceux des pays à revenu élevé. Or, ce n'est pas le cas. Les États-Unis d'Amérique ont enregistré un taux de croissance moyen du PIB par habitant de 1,8 % par an entre 1970 et 2019, et seuls 16 pays africains ont dépassé ce taux. Il s'agit, entre autres, du Botswana (5,1 % par an) et du Mozambique (2 % par an). La croissance des revenus de la plupart des pays africains a été inférieure à celle des États-Unis au cours de cette

période. La République démocratique du Congo a été le pays le moins performant à cet égard, enregistrant une contraction du PIB réel par habitant de 1,9 % par an en moyenne entre 1970 et 2019. La croissance décevante du PIB par habitant est principalement imputable à des taux de croissance démographique élevés, qui dépassent les taux de croissance économique. En ce qui concerne la République démocratique du Congo, entre 1970 et 2019, la croissance économique se chiffrait en moyenne à 1,2 % par an, alors que la population augmentait en moyenne de 3 % par an, ce qui a entraîné une baisse des niveaux de revenu au cours de cette période.

Figure 1.4 : PIB par habitant des pays africains, comparé à celui des États-Unis (échelle logarithmique)



Source : Banque mondiale.

En comparant les niveaux de revenu relatifs ou le PIB par habitant entre les différents pays africains et les États-Unis, il apparaît que très peu de choses ont changé de 1970 à 2019. La plupart des pays, tels que l'Égypte, le Gabon, le Maroc et l'Afrique du Sud, ont été classés dans la catégorie des pays à revenu intermédiaire en 1970 et en 2019, leur revenu par habitant par rapport aux États-Unis n'évoluant pas de manière notable. Ces pays tombent dans le piège du revenu intermédiaire. De même, des pays comme l'Éthiopie, le Mozambique et le Rwanda ont été classés dans la catégorie des pays à faible revenu en 1970 comme en 2019. Le groupe à l'évolution la plus troublante comprend la République démocratique du Congo, Madagascar et la Zambie, pays dans lesquels le PIB réel relatif par habitant, comparé à celui des États-Unis, était plus élevé en 1970 qu'en 2019.

Si la plupart des pays africains n'ont pas connu de véritable amélioration entre 1970 et 2019, un pays s'est démarqué de la tendance. Le Botswana est passé du statut de pays à faible revenu, par rapport aux États-Unis, à celui de pays à revenu intermédiaire, du fait de la forte croissance de son revenu et de son PIB par habitant. Malheureusement, ce pays fait exception à la règle et les économies africaines doivent croître plus rapidement si elles aspirent au statut de pays à revenu élevé.

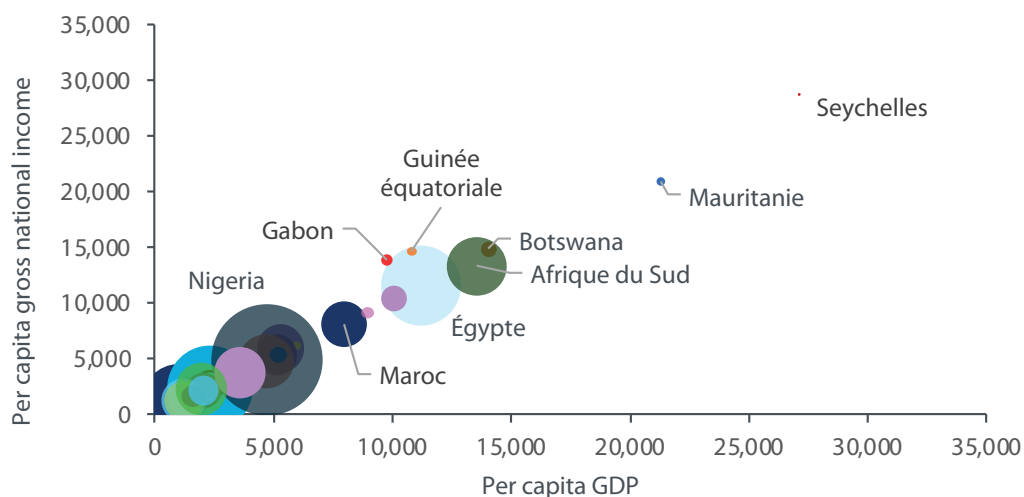
Le Botswana a enregistré l'amélioration la plus notable du revenu relatif entre 1970 et 2019

2. Le statut de pays à revenu intermédiaire : un autre point de vue

La dynamique associée à la mesure du capital humain et matériel, à l'accumulation et à la mise en œuvre de l'innovation et de la technologie, en intégrant l'urbanisation et l'industrialisation, est un processus complexe (Triki et autres, 2022). Pour mieux comprendre le bien-être économique en Afrique, il faut examiner la question de façon plus approfondie.

Le manque de marge de manœuvre budgétaire pourrait bien constituer un obstacle à la croissance dans de nombreux pays africains. Toutefois, il convient de prendre en compte de nombreux autres facteurs « structurels ». Par exemple, les pays qui jouissent d'une plus grande liberté économique et d'un environnement opérationnel favorable sont presque automatiquement plus aptes à faire face aux chocs exogènes, positifs ou négatifs. Des marchés du travail adaptables, une main-d'œuvre qualifiée et productive et des contextes économiques porteurs sont des moteurs fondamentaux du bien-être économique. Il en va de même pour l'accès abordable à la nourriture et à l'électricité. Les pays dotés de marchés de capitaux bien développés disposent également d'un avantage en matière de financement des nouvelles entreprises, tandis que les investissements tendent à s'orienter vers les pays stables sur le plan macroéconomique et politique.

Figure 2.1 : Revenu national brut par habitant par rapport au PIB par habitant pour les économies africaines (En dollar des États-Unis)



Source : Données compilées à partir de sources multiples par la Banque mondiale – traitées par Our World in Data.

Note : Les bulles représentent la taille relative de la population.

2.1 Coût de la vie

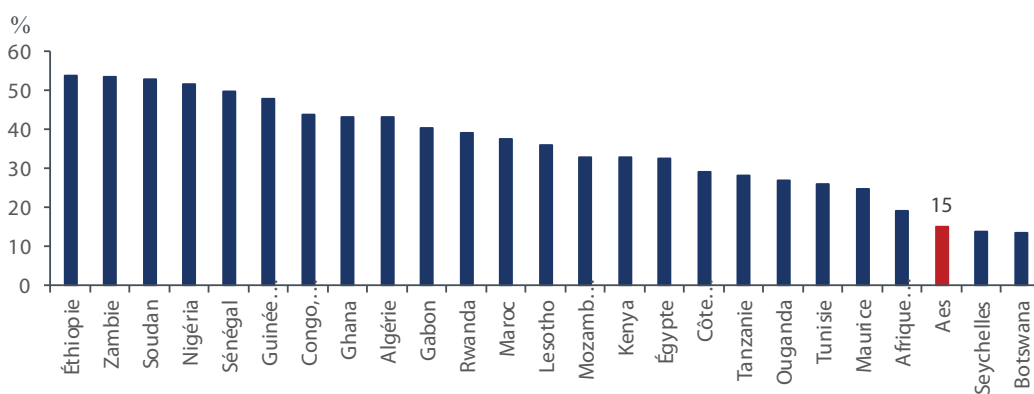
La récente crise mondiale du coût de la vie a une fois de plus démontré que les pays africains sont touchés de manière disproportionnée par les chocs mondiaux. Les perturbations du libre-échange des marchandises, notamment les denrées alimentaires, les carburants et les intrants agricoles, ont entraîné une hausse rapide de l'inflation mondiale. Cela

Le manque d'innovation a tendance à étouffer le développement économique

a également conduit à un resserrement rapide de la politique monétaire. Les ménages doivent non seulement faire face à une forte inflation des prix, mais aussi à un durcissement de la politique monétaire. Les mesures de politique monétaire prises par les économies avancées après la pandémie de COVID-19 ont contraint les dirigeants des banques centrales africaines à réagir fermement en augmentant les taux d'intérêt plus rapidement. Cette évolution récente souligne la nécessité de tenir compte de la résilience du pouvoir d'achat et des habitudes de dépenses des ménages dans l'évaluation du statut d'un pays en matière de revenu au sens large.

En moyenne, les sous-indices des prix alimentaires dans toute l'Afrique représentent environ 36 % du panier de l'indice des prix à la consommation, contre une moyenne de 15 % pour les économies avancées. Les économies africaines dont le PIB par habitant est relativement élevé ont des pondérations plus faibles pour l'inflation des prix des denrées alimentaires. Cela implique une plus grande rigidité des dépenses. L'Afrique du Sud, le Botswana, Maurice et les Seychelles se situent autour de la moyenne des économies avancées, tandis que les économies moins développées se trouvent à l'autre extrémité du spectre. Ces pondérations de l'indice des prix à la consommation sont révélatrices des habitudes de dépenses : si une grande partie du revenu est consacrée aux denrées alimentaires, cela indique que le pouvoir d'achat est limité pour les articles non indispensables. Cela amène dès lors à porter un autre regard sur les niveaux de revenu national.

Figure 2.2 : Poids des produits alimentaires qui composent le panier du consommateur (En pourcentage)



Source : Oxford Economics Africa.

2.2 Pouvoir d'achat

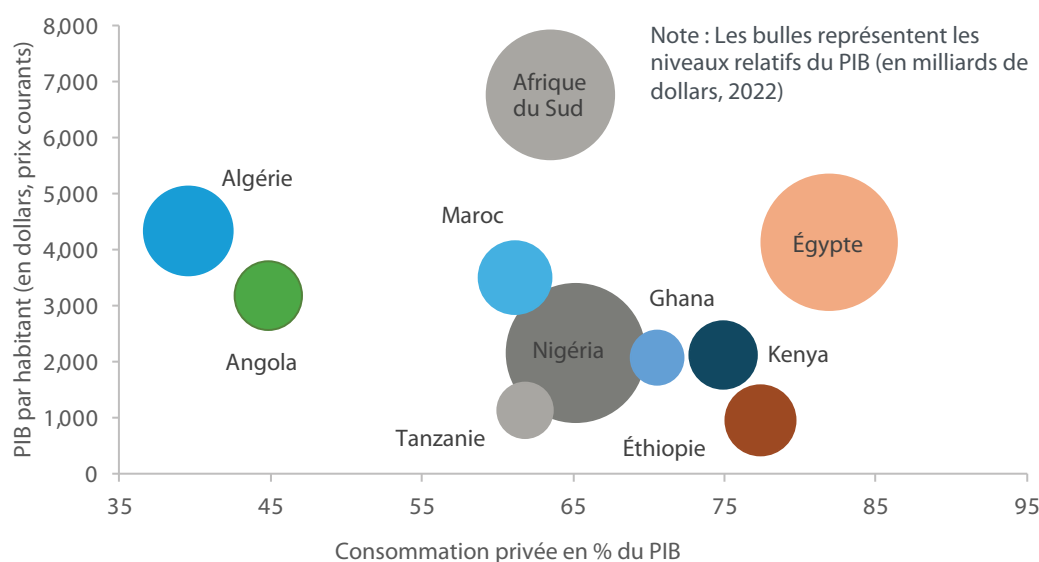
La guerre en Ukraine, conjuguée aux retombées de la pandémie de COVID-19, a eu un impact massif sur les économies africaines. Cette incidence a aussi été inégale. Le bilan pour l'Afrique de l'Ouest est mitigé, étant donné que la performance économique de la région a tendance à être liée aux prix internationaux du pétrole. La moyenne historique pondérée des taux de croissance de l'Afrique australe est la plus faible du continent, sapant ainsi la richesse des ménages. Les économies de l'Afrique de l'Est ont toujours affiché les taux de croissance les plus élevés du continent depuis plus d'une décennie. Les fondamentaux sous-

Les pondérations de l'indice des prix à la consommation pour les prix alimentaires sont révélatrices de niveaux de richesse plus larges

tendant cette croissance sont notamment une démographie favorable, la diversification de l'économie et l'expansion constante des services essentiels.

En Afrique du Nord, l'Égypte possède l'un des plus grands marchés de consommation du continent. L'Afrique du Sud, l'économie la plus industrialisée de l'Afrique, se distingue à la fois par sa taille économique et par des niveaux de PIB par habitant plus élevés que ceux des autres pays africains. Cela a des conséquences sur le niveau et les habitudes de dépenses. Cependant, la consommation privée de l'Égypte en pourcentage du PIB, à 85 %, est la plus élevée du continent, suivie par le Kenya et l'Éthiopie. Le PIB global peut donner une image déformée de la richesse du fait de la prédominance des secteurs extractifs, tandis que les dépenses de consommation reflètent plus précisément les revenus des ménages.

Figure 2.3 : Dépenses de consommation dans les plus grandes économies d'Afrique (En dollars des États-Unis)



Le Nigeria jouit de la plus grande économie, tandis que l'Afrique du Sud est le pays le plus riche d'Afrique et que la consommation proportionnelle de l'Égypte est la plus élevée.

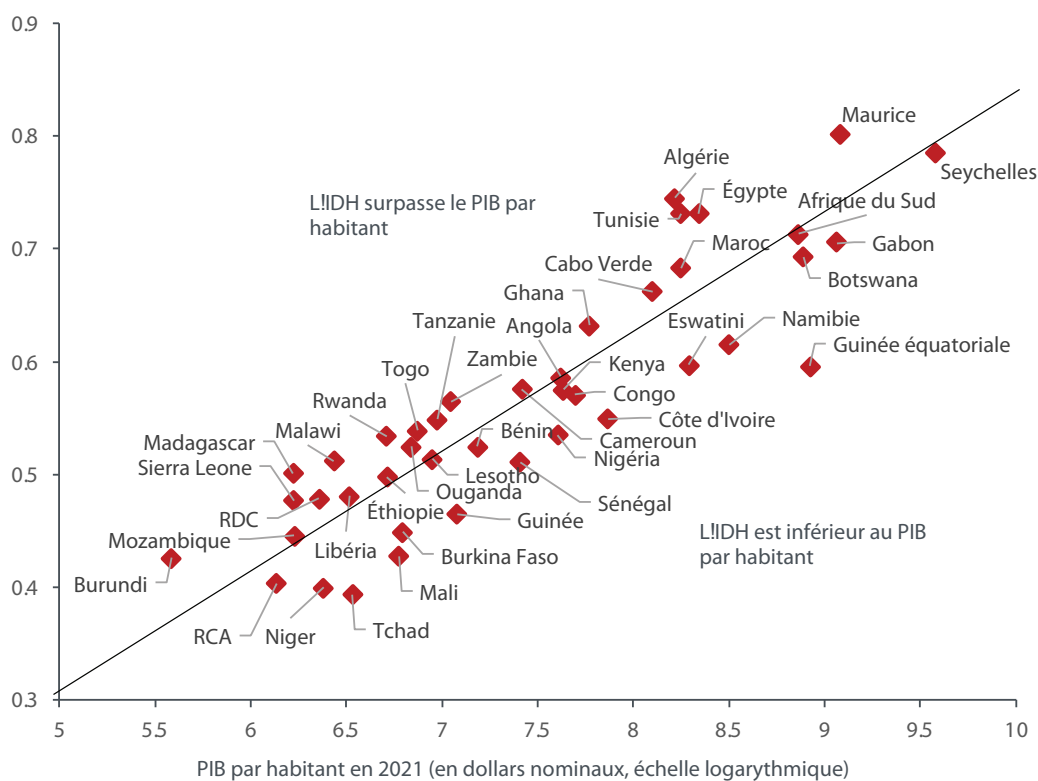
Source : Oxford Economics Africa.

Note : Les bulles représentent les tailles relatives du PIB (en milliards de dollars des États-Unis, 2022).

L'indice de développement humain (IDH) classe 191 pays en fonction de leurs réalisations sociales et économiques. Il repose sur trois piliers : la santé (espérance de vie), l'éducation (nombre d'années de scolarité) et le niveau de vie ou le revenu (revenu national brut par habitant). Les trois piliers de l'IDH sont fortement corrélés, dans la mesure où des niveaux d'éducation plus élevés améliorent le niveau de vie et le revenu, augmentant ainsi l'espérance de vie. En outre, les pays riches dépensent davantage pour l'éducation et les soins de santé, ce qui augmente l'espérance de vie.

Il y a une forte corrélation positive entre l'indice de développement humain et le PIB par habitant

Figure 2.4 : Indice de développement humain, comparé au PIB nominal par habitant en 2021



Sources : Programme des Nations Unies pour le développement et Oxford Economics Africa.

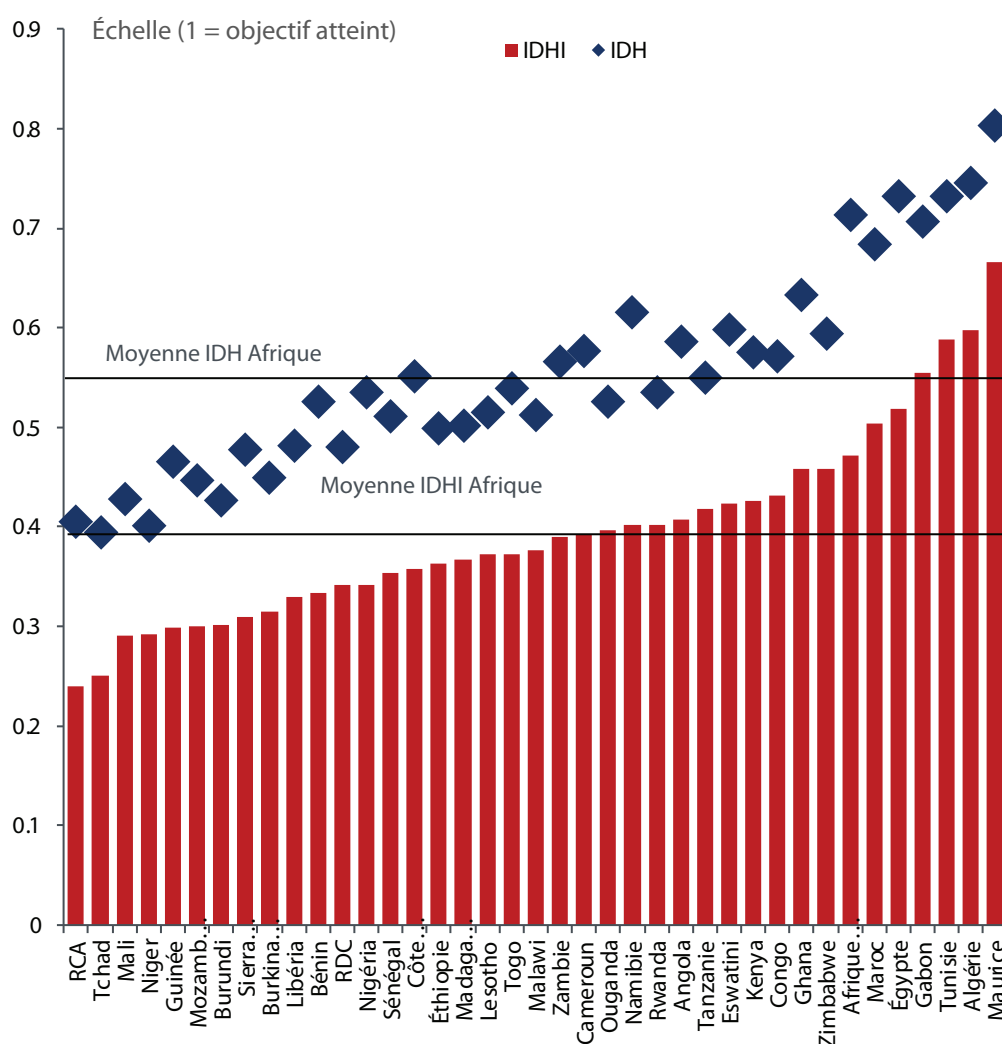
Abréviations : RCA, République centrafricaine ; RDC, République démocratique du Congo ; IDH, indice de développement humain.

Bien qu'il existe une forte corrélation entre l'IDH d'un pays et son PIB par habitant, certains pays présentent des écarts entre cet indice et les niveaux de revenu. Le cas le plus extrême est celui de la Guinée équatoriale, dont l'indice de développement humain relatif est sensiblement inférieur aux attentes créées par son niveau de revenu. En 2021, le PIB par habitant de la Guinée équatoriale (7 510 dollars) était légèrement supérieur à celui du Botswana (7 250 dollars) ; cependant, son IDH de 0,596 est nettement inférieur au score de 0,693 du Botswana. Cette divergence est attribuée à la richesse en ressources et à la faible population de la Guinée équatoriale. Le secteur des hydrocarbures alimente la croissance de manière disproportionnée en Guinée équatoriale ; cette richesse ne profite cependant pas au reste de la population et ne permet pas d'améliorer le niveau de vie dans le pays.

Les inégalités et les disparités de richesse au sein même des pays engendrent des inefficacités économiques, créant un fossé entre le potentiel d'un pays et ses niveaux réels de développement humain. Il est donc nécessaire d'incorporer l'indice de développement humain ajusté aux inégalités (IDHI) d'un pays pour compléter l'analyse. Cet indice tient compte de l'impact de distorsion des inégalités, creusant un fossé entre le niveau réel de développement humain (IDHI) et le potentiel actuel d'un pays (IDH).

L'Afrique du Sud, l'Égypte et la Namibie présentent les écarts les plus importantes entre leur IDH et leur IDHI, tandis que les deux indices du Burundi, du Niger et de l'Ouganda sont les plus proches. L'Afrique du Sud, par exemple, enregistre certains des niveaux de développement les plus élevés d'Afrique, mais est également considérée comme l'un des pays les plus inégalitaires de la planète. Cela crée un effet de distorsion sur les différents IDH, le score de l'IDH de ce pays étant le cinquième plus élevé d'Afrique et celui de son IDHI le septième.

Figure 2.5 Indice de développement humain ajusté aux inégalités (IDHI) par rapport à l'indice de développement humain (IDH) (2021)



Les fortes inégalités économiques créent un fossé entre l'indice de développement humain et l'indice de développement humain ajusté aux inégalités dans les pays africains

Source : Programme des Nations Unies pour le développement.

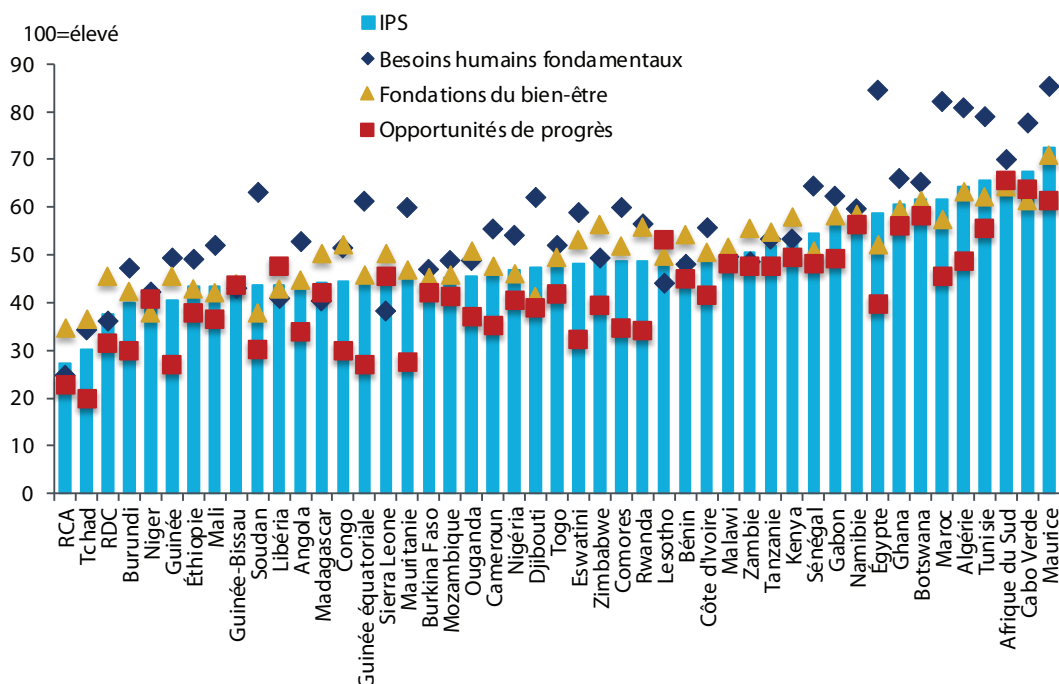
Abréviations : RCA, République centrafricaine ; RDC, République démocratique du Congo ; IDH, indice de développement humain ; IDHI, indice de développement humain ajusté aux inégalités.

Comme l'indice de développement humain, l'indice de progrès social mesure le développement humain mais examine dans quelle mesure les pays répondent aux besoins sociaux et environnementaux de leurs citoyens. L'indice de progrès social repose sur trois piliers : a) besoins humains fondamentaux ; b) fondements du bien-être ; c) possibilités de progrès. Le pilier « besoins humains fondamentaux » concerne l'accès des pays à la

nourriture, à l'eau et aux services d'assainissement, au logement et à la sécurité personnelle, et est le pilier le plus performant de l'indice de progrès social en Afrique. Le pilier « fondements du bien-être » comprend l'accès au savoir, aux technologies de l'information et des communications (TIC) et la qualité de l'environnement. Le pilier « possibilités de progrès » prend en compte les droits individuels, la liberté de choix, l'inclusivité de la société et l'accès à l'enseignement supérieur, et est le pilier de l'indice de progrès social pour lequel l'Afrique a les moins bons résultats.

Figure 2.6 : L'indice de progrès social et ses trois piliers (2023)

Le pilier « possibilités de progrès » est l'indicateur de l'indice de progrès social pour lequel les résultats sont les moins bons dans la plupart des pays africains



Source : Social Progress Imperative.

Abréviations : RCA, République centrafricaine ; RDC, République démocratique du Congo ; IDH, indice de développement humain ; IDHI, indice de développement humain ajusté aux inégalités.

Bien que les besoins humains fondamentaux constituent le pilier de l'indice de progrès social pour lequel les résultats sont les meilleurs en Afrique, il s'agit en revanche de l'indicateur qui affiche les moins bonnes performances pour des pays comme l'Afrique du Sud, le Lesotho et le Libéria, du fait de la médiocrité des soins médicaux primaires, du manque de logements ou de problèmes de sécurité personnelle.

Maurice obtient le score le plus élevé de l'indice de progrès social et occupe la première place dans les piliers « besoins humains fondamentaux » et « fondements du bien-être ». En revanche, pour ce qui est du pilier « possibilités de progrès », l'Afrique du Sud (première) et Cabo Verde (deuxième) surpassent Maurice (troisième). Quatre pays d'Afrique du Nord se classent parmi les 10 premiers, à savoir la Tunisie (quatrième), l'Algérie (cinquième), le Maroc (sixième) et l'Égypte (neuvième). Les trois pays les moins performants sont la République centrafricaine, le Tchad et la République démocratique du Congo, et présentent un écart sensible par rapport au reste du continent sur la plupart des indicateurs.

3. LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES ET LE PIÈGE DU REVENU INTERMÉDIAIRE

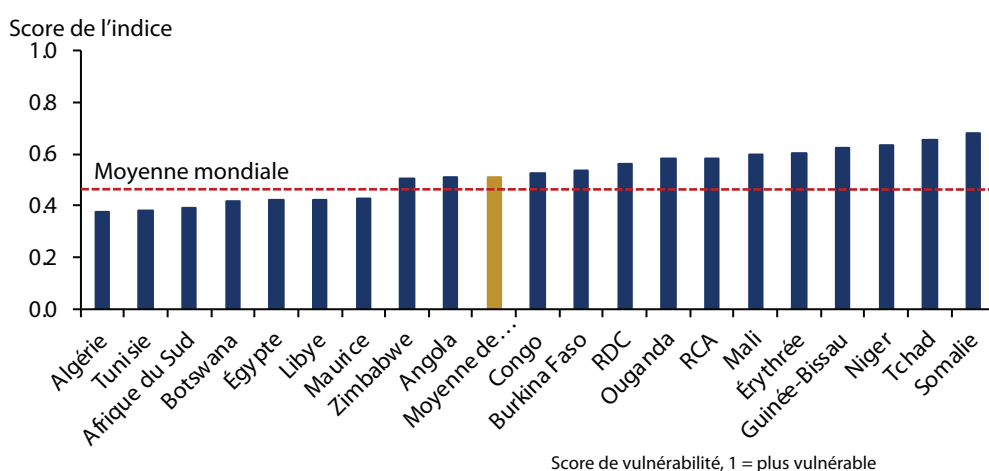
La présente section identifie et évalue les canaux directs et indirects par lesquels les changements climatiques peuvent avoir une incidence sur les pays africains et, par conséquent, sur leur capacité à échapper au piège du revenu intermédiaire.

3.1 Liens directs et indirects

Avant la survenue de la pandémie de COVID-19 et les mesures de confinement prises par la suite pour enrayer sa propagation, la croissance économique de l'Afrique avait déjà manifesté des signes de ralentissement. La récession économique qui en a résulté a révélé de graves faiblesses dans plusieurs économies africaines et a donné une idée des conséquences qui pourraient découler de chocs climatiques. Cette situation a souligné la nécessité pour de nombreux États africains d'améliorer leur résilience économique en temps de crise, tout en faisant ressortir leur manque de préparation face aux inévitables chocs climatiques à venir. Les changements climatiques auront des répercussions sur les économies africaines en provoquant des chocs tant du côté de la demande que de l'offre, ce qui élargira la portée et l'ampleur des coûts économiques. Il faut donc des mesures d'atténuation et d'adaptation globales et de grande envergure, lesquelles, en fin de compte, sont de nature à compliquer la riposte du continent face aux conséquences des changements climatiques. Toutefois, les chocs induits par les changements climatiques se distinguent quelque peu des événements économiques tels que les récessions, dans la mesure où leurs effets tendent plutôt à être persistants et souvent irréparables (Asafu-Adjaye, Ndung'u et Shimeles, 2022).

Les changements climatiques entraîneront des pertes économiques considérables en Afrique si leurs effets ne sont pas atténués

Figure 3.1 : Indice de vulnérabilité (2021)



Source : Notre Dame Global Adaptation Initiative (2023).

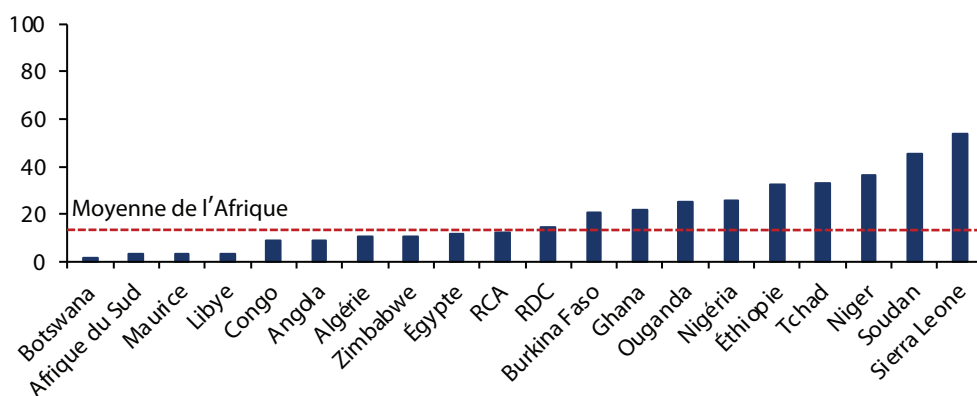
Abréviations : RCA, République centrafricaine ; RDC, République démocratique du Congo.

Selon le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC), des hausses de température sont très probables en Afrique dans tous les scénarios d'émissions, les estimations indiquant un réchauffement supérieur à 3 °C sur l'ensemble du continent d'ici la fin du siècle, exception faite de l'Afrique centrale, où l'on prévoit un réchauffement de 2,5 °C (GIEC, 2021). L'impact attendu sur l'agriculture est peut-être au cœur de l'énigme à laquelle est confrontée l'Afrique pour échapper au piège du revenu intermédiaire dans le contexte des changements climatiques. Cela dit, les changements climatiques peuvent avoir des conséquences négatives sur l'offre de main-d'œuvre, l'accumulation de capital et la productivité, autant d'ingrédients essentiels pour élever le niveau de revenu d'un pays. En 2022, la valeur ajoutée du secteur de l'agriculture, de la sylviculture et de la pêche en tant que part du PIB de l'Afrique au sud du Sahara s'élevait à 17,3 % (Banque mondiale, 2024). Bien que les estimations varient, environ 70 % des Africains dépendent de l'agriculture comme moyen de subsistance, alors que la grande majorité de la population du continent vit de l'agriculture de subsistance (Biteye, 2016).

Le secteur agricole africain est particulièrement vulnérable car il est principalement alimenté par la pluie. La hausse des températures et la diminution potentielle ou une variabilité accrue des précipitations entraîneront à terme une baisse de la production agricole, tant celle qui est destinée à être vendue que celle qui doit servir à la subsistance. Outre le fait que la baisse de la production agricole portera directement préjudice aux moyens d'existence des agriculteurs de subsistance, elles auront probablement aussi des retombées sur les prix des produits de base, ce qui se traduira par des pressions inflationnistes, compte tenu des déséquilibres entre l'offre et la demande. Cela ajoute une couche supplémentaire de pertes économiques, étant donné qu'une inflation élevée érode le revenu réel des ménages et nécessite un resserrement de la politique monétaire, ce qui freine encore plus la demande de consommation et la performance globale en termes de PIB. En outre, la hausse des températures et le ralentissement de la production agricole qui en résulte peuvent également entraver les exportations, sapant ainsi les recettes d'exportation et les recettes publiques.

La hausse des températures pourrait aggraver la pauvreté alimentaire en Afrique

Figure 3.2 : Part de la valeur ajoutée brute de l'agriculture dans la valeur ajoutée brute totale, 2022 (En pourcentage)



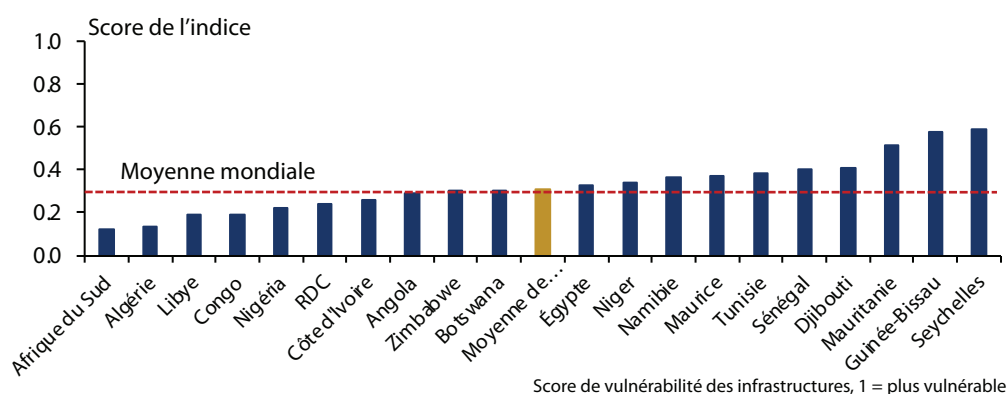
Source : Oxford Economics Africa.

Abréviations : RCA, République centrafricaine ; RDC, République démocratique du Congo.

Note : Les données pour le Tchad, les Comores, l'Érythrée, la Guinée-Bissau, le Libéria, le Mali, la Mauritanie, Sao Tomé-et-Principe et le Tchad n'étaient pas disponibles

Les changements climatiques devraient également accroître la demande d'énergie, les prévisions indiquant que la demande énergétique mondiale dans les pays exposés aux changements climatiques (avant adaptation) devrait connaître une hausse comprise entre 11 % et 27 % d'ici 2050 dans un scénario de réchauffement modéré, tandis que l'augmentation se situerait entre 25 % à 58 % dans un scénario de réchauffement plus sévère (van Ruijven, De Cian et Sue Wing, 2019). Toutefois, la demande d'énergie en Afrique dépasse déjà largement l'offre, puisque quelque 43 % des habitants du continent n'ont pas accès à l'électricité (Agence internationale de l'énergie, 2023). Cela n'évoluera sans doute pas à long terme, compte tenu de l'immense retard enregistré en ce qui concerne l'approvisionnement en électricité, des mauvaises conditions socio-économiques et de la croissance démographique rapide, qui se trouve aggravée par les changements climatiques. Les changements climatiques pourraient donc empêcher l'Afrique d'échapper au piège du revenu intermédiaire, compte tenu de l'importance de l'accès à l'énergie pour le développement du capital humain, la productivité et, en définitive, le développement économique (Stern, Burke et Bruns, 2019).

Figure 3.3 : Scores de vulnérabilité des infrastructures, 2021



Score de vulnérabilité des infrastructures, 1 = plus vulnérable

Source : Notre Dame Global Adaptation Initiative (2023).

Abréviation : RDC, République démocratique du Congo.

Outre les répercussions susmentionnées, les changements climatiques menacent tout un éventail d'autres sphères économiques et d'ingrédients essentiels à l'amélioration des conditions socio-économiques et au développement économique sur le continent africain. L'impact des changements climatiques risque d'entraîner des dépenses publiques supplémentaires pour les secours en cas de catastrophe, la réparation des infrastructures et le bien-être social, ce dernier pouvant être affecté par les migrations et les conflits liés au climat. En 2019, le cyclone Idai a engendré des dommages d'une valeur totale de plus de 2 milliards de dollars au Malawi, au Mozambique, au Zimbabwe et dans d'autres régions touchées (Banque mondiale, 2019). Par rapport à la période 1970-1979, la fréquence des sécheresses en Afrique a presque triplé entre 2010 et 2019, tandis que celle des tempêtes a quadruplé et que celle des inondations a décuplé (Banque mondiale, 2021). La fréquence et la gravité des phénomènes météorologiques extrêmes devant augmenter avec la hausse des températures, les caisses de l'État risquent d'être mises à rude épreuve en raison non seulement de l'augmentation des dépenses, mais aussi de la diminution des recettes.

Des mesures
d'atténuation
et d'adaptation
de grande
envergure sont
nécessaires

L'Afrique est déjà confrontée à une multitude de difficultés en matière de développement qui seront très probablement exacerbées par les changements climatiques. Ces répercussions potentielles représentent des lacunes structurelles qui sont déjà présentes et qui empêchent le continent de progresser vers les catégories de pays à revenu plus élevé. En fait, le continent fait face à un double défi : le développement économique est actuellement insuffisant pour améliorer sensiblement les conditions socio-économiques, tandis que les changements climatiques pourraient réduire à néant les progrès réalisés jusqu'à présent ou entraver les progrès futurs. Compte tenu de l'ampleur des problèmes de développement et des effets à venir des changements climatiques, les mesures d'adaptation et d'atténuation doivent être vastes et adaptées au contexte africain. À défaut, les changements climatiques risquent de restreindre la capacité de l'Afrique à échapper au piège du revenu intermédiaire.

4. CHANCES DE L'AFRIQUE D'ÉCHAPPER AU PIÈGE DU REVENU INTERMÉDIAIRE

La présente section évalue les chances des nations africaines d'échapper au piège du revenu intermédiaire dans les décennies à venir. Ces prévisions s'inscrivent dans le contexte d'un climat mondial changeant et de son incidence qu'il aura sur les perspectives de développement.

En outre, les transitions structurelles nécessaires pour passer à une catégorie de pays à revenu élevé sont examinées, de même que les possibilités qui s'offrent aux nations africaines de réaliser cette transition.

4.1 Trajectoires de croissance actuelles

Une période prolongée de forte expansion économique est essentielle pour échapper au piège du revenu intermédiaire. Si la nature de la croissance économique connaît une transition importante sur la voie de l'accession d'un pays au statut de pays à revenu élevé, ce qui sera examiné plus loin dans la présente section, une nation doit encore enchaîner des décennies de forte croissance pour se hisser au-dessus du statut de pays à revenu intermédiaire.

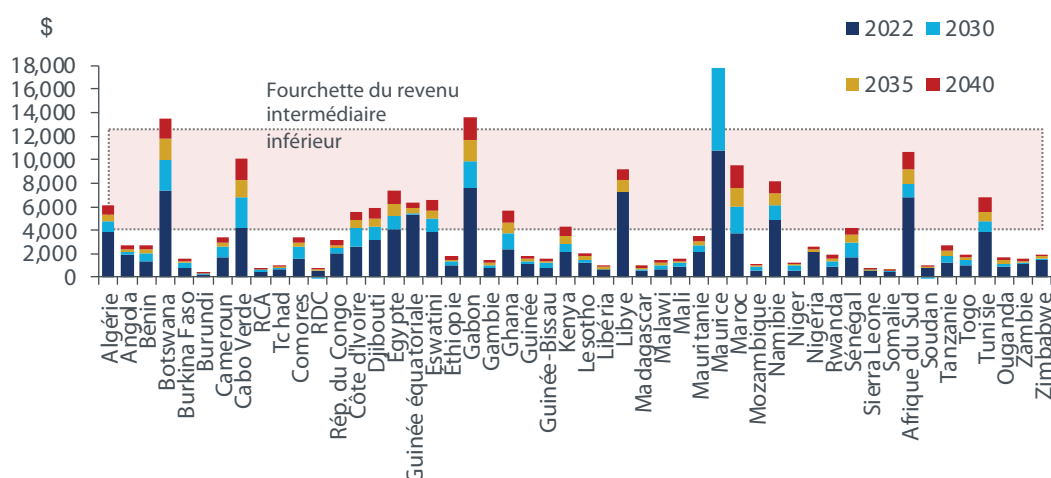
Les trajectoires de croissance actuelles sont de mauvais augure pour la plupart des pays africains à cet égard. Même en conservant le seuil actuel du revenu intermédiaire supérieur, on estime que très peu de pays africains échapperont au piège du revenu intermédiaire au cours des deux prochaines décennies.

Maurice est clairement un cas à part dans le contexte africain, dans la mesure où la nation insulaire devrait atteindre le statut de pays à revenu élevé avant la fin de la décennie en cours. En outre, le Botswana et le Gabon devraient atteindre le statut de pays à revenu élevé d'ici fin 2040.

Il convient toutefois de noter que, particulièrement dans le cas du Gabon, la méthode de mesure et de classification pourrait fausser les perceptions lorsqu'il s'agit d'évaluer l'état de développement : le Gabon reste très dépendant de la production pétrolière, qui a un impact considérable sur les chiffres du PIB, mais la manne pétrolière n'imprègne pas toujours l'ensemble de l'économie du pays. Cela souligne la nécessité d'envisager de nouvelles perspectives de progrès en matière de développement, comme nous l'avons vu précédemment, afin de formuler une approche plus globale.

Les trajectoires de croissance actuelles sont de mauvais augure pour la plupart des pays africains

Figure 4.1 : Projections du revenu national brut par habitant (en dollars des États-Unis)



Source : Banque mondiale et Oxford Economics Africa.

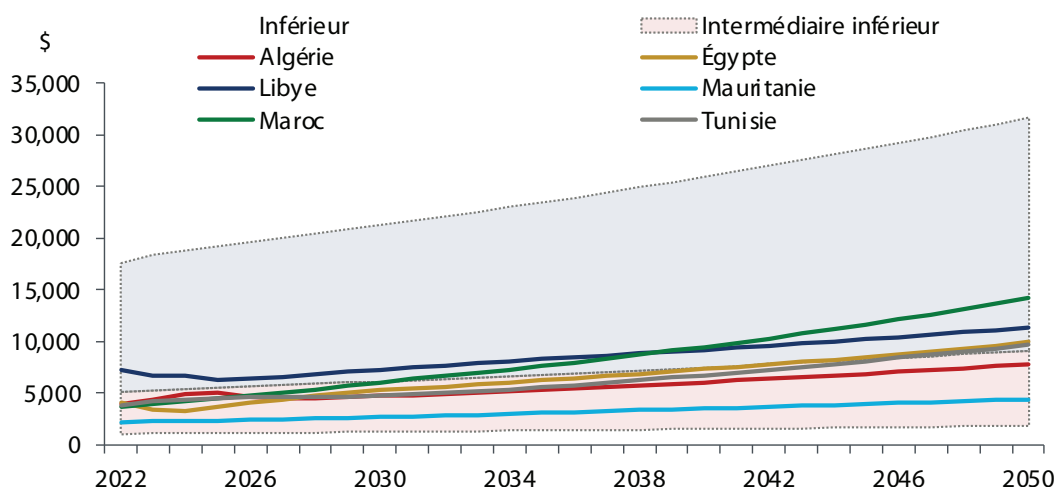
Abréviations : RCA, République centrafricaine ; RDC, République démocratique du Congo.

La plupart des pays africains devraient rester dans la catégorie des pays à revenu intermédiaire inférieur dans un avenir prévisible

Fait inquiétant, la plupart des pays africains devraient rester dans la catégorie des pays à revenu intermédiaire inférieur dans un avenir prévisible, même si l'on ne tient pas compte des ajustements futurs des seuils des fourchettes de revenus. Les nations africaines qui devraient atteindre le seuil du revenu intermédiaire supérieur d'ici la fin de la décennie sont l'Algérie, Cabo Verde, l'Égypte, l'Eswatini, le Maroc et la Tunisie, mais on estime qu'aucun de ces pays ne franchira ce seuil au cours des deux décennies suivantes, ce qui est révélateur du piège du revenu intermédiaire. En outre, l'Afrique du Sud se situe actuellement dans la tranche supérieure du revenu intermédiaire, mais ne devrait pas franchir ce seuil dans un avenir prévisible. Les principales économies africaines qui devraient passer à la tranche supérieure du revenu intermédiaire au cours de la période 2035-2040 sont la Côte d'Ivoire, le Ghana, le Kenya et le Sénégal.

Lorsque les fourchettes de revenu sont ajustées en fonction de l'inflation aux États-Unis pour avoir une meilleure idée du pouvoir d'achat à une date ultérieure, la difficulté d'échapper au piège du revenu intermédiaire se fait encore plus évidente. Tout d'abord, quand on se penche sur l'Afrique du Nord, les chiffres les plus récents montrent que l'Égypte et la Tunisie devraient entrer dans la catégorie des pays à revenu intermédiaire supérieur vers 2040, mais que le revenu national brut par habitant de ces nations restera proche du seuil inférieur de cette catégorie de revenu au cours de la décennie suivante, ce qui les empêchera de se rapprocher du statut de pays à revenu élevé. En fait, le Maroc est le seul pays d'Afrique du Nord qui devrait faire des progrès significatifs en termes de revenu au cours des prochaines décennies. Actuellement considéré comme un pays à revenu intermédiaire inférieur, le Maroc devrait franchir le seuil du revenu intermédiaire supérieur d'ici la fin de la décennie courante et réaliser des progrès considérables dans cette catégorie au cours des deux décennies suivantes. Cependant, les projections actuelles suggèrent que d'ici 2050, le Maroc restera plus proche de la limite inférieure du revenu intermédiaire supérieur que de la limite supérieure.

Figure 4.2 : Projections du revenu national brut par habitant : Afrique du Nord (En dollars des États-Unis)

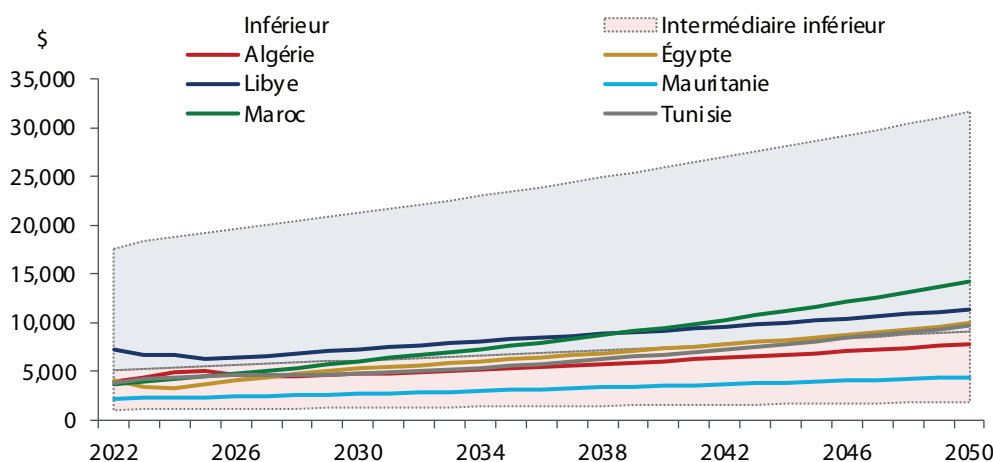


Source : Banque mondiale et Oxford Economics Africa.

Quand on regarde les fourchettes de revenu ajustées en fonction de l'inflation et les trajectoires de croissance actuelles en Afrique de l'Est, il n'y a pas vraiment de quoi s'attendre à des progrès notables. Aucune économie majeure d'Afrique de l'Est ne se situe dans la catégorie des pays à revenu intermédiaire supérieur, situation qui devrait perdurer au cours des trois prochaines décennies. Le Kenya devrait enregistrer les progrès les plus importants dans le contexte de l'Afrique de l'Est, mais avec une projection à 6 125 dollars d'ici 2050, et son revenu national brut par habitant devrait rester bien en deçà du seuil du revenu intermédiaire supérieur, qui sera alors d'environ 7 270 dollars. À l'autre extrémité du spectre, les projections actuelles donnent à penser que la République démocratique du Congo n'atteindra pas le statut de pays à revenu intermédiaire inférieur au cours des trois prochaines décennies.

Le Kenya devrait enregistrer les progrès les plus importants dans le contexte de l'Afrique de l'Est, en passant à la catégorie des pays à revenu intermédiaire supérieur

Figure 4.3 : Projections du revenu national brut par habitant : Afrique de l'Est (En dollars des États-Unis)



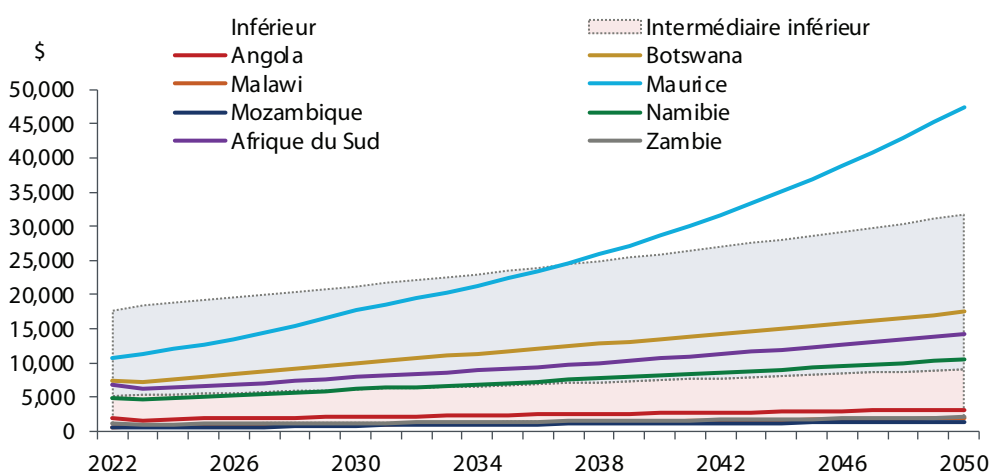
Source : Banque mondiale et Oxford Economics Africa.

Pour ce qui est de l'Afrique australe, Maurice fait clairement figure d'exception, en ce sens qu'elle devrait progresser vers le statut de pays à revenu élevé. Même en ajustant les

fourchettes de revenu en fonction de l'inflation, on s'attend à ce que Maurice atteigne le statut de pays à revenu élevé avant 2040. Il convient de noter que ces bons résultats ne seront pas entièrement imputables à des perspectives de forte croissance du PIB, étant donné que beaucoup d'autres grandes économies africaines ont des perspectives de croissance à long terme plus favorables. D'autres facteurs importants expliquent cette forte croissance du revenu national brut par habitant, notamment le déclin de la population et une dépréciation relativement mesurée du taux de change, qui soutiennent les niveaux de revenus mauriciens lorsqu'ils sont exprimés en dollars des États-Unis. Le Botswana devrait être le deuxième pays d'Afrique australe le plus performant en termes de revenu national brut par habitant au cours des prochaines décennies, même si ses progrès seront progressifs et si, d'ici 2050, son revenu national brut par habitant devrait être plus proche du plancher de la catégorie des pays à revenu intermédiaire supérieur que du plafond. En outre, l'Afrique du Sud devrait, selon les prévisions, faire peu de progrès dans la catégorie des pays à revenu intermédiaire supérieur, tandis que le revenu national brut par habitant de la Namibie devrait se maintenir près du plancher de la catégorie des pays à revenu intermédiaire supérieur au cours des prochaines décennies.

Maurice se distingue nettement par sa progression attendue sur la voie du statut de pays à revenu élevé

Figure 4.4 : Projections du revenu national brut par habitant : Afrique australe (En dollars des États-Unis)



Source : Banque mondiale et Oxford Economics Africa.

Enfin, s'agissant de l'Afrique de l'Ouest, le Gabon sort encore une fois clairement du lot, puisqu'il est la seule grande économie de cette région qui devrait se classer dans la catégorie des pays à revenu intermédiaire supérieur d'ici 2050. Comme le Botswana, le Gabon devrait connaître des avancées significatives au cours des prochaines décennies, mais d'ici 2050, son revenu national brut par habitant restera bien en deçà du seuil supérieur de la catégorie des pays à revenu intermédiaire. La Côte d'Ivoire et le Ghana devraient également progresser de manière significative au cours des prochaines décennies, mais on estime qu'aucun de ces pays n'entrera dans la tranche supérieure ajustée des pays à revenu intermédiaire d'ici 2050.

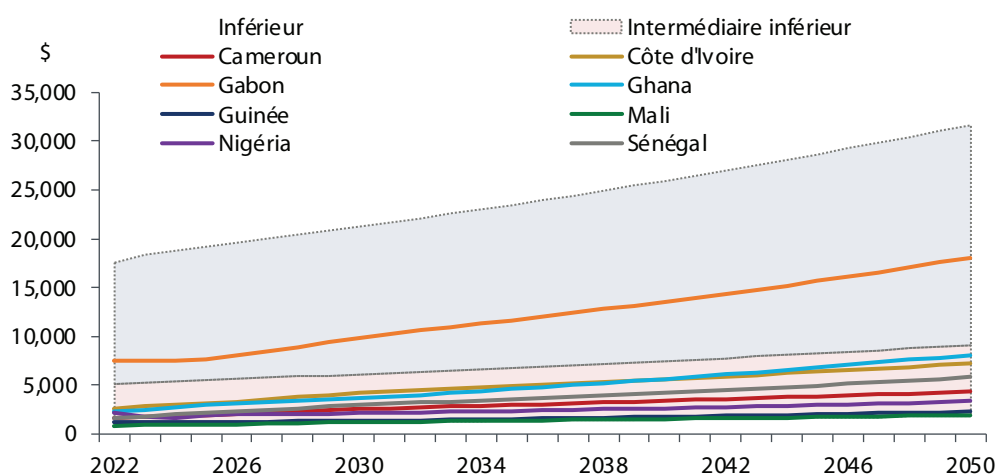
Le miracle économique de l'Afrique : Maurice

En 1961, le Professeur James Meade estimait que les perspectives de développement de Maurice étaient sombres, compte tenu de la vulnérabilité du pays aux phénomènes climatiques et aux chocs des prix, et du manque de débouchés en dehors de l'industrie sucrière. Toutefois, au moyen de politiques industrielles ciblées, la nation insulaire est passée du secteur sucrier à celui du textile et de l'habillement dans les années 1970, au tourisme dans les années 1980 et aux services depuis les années 1990.

Le pays s'est concentré sur l'approvisionnement en énergie, le développement du capital humain, l'expansion du secteur privé, l'établissement d'institutions saines et le développement de ses infrastructures liées aux technologies de l'information et des communications. Ces efforts ont été soutenus par les politiques commerciales ouvertes du pays. Autrefois marginalisée en tant qu'économie agricole ne disposant d'aucun avantage comparatif au-delà du secteur primaire, Maurice, dotée de l'un des secteurs financiers les plus sophistiqués du continent, est devenue un pôle régional de la finance et de l'investissement.

Source : Oxford Economics Africa.

Figure 4.5 : Projections du revenu national brut par habitant : Afrique de l'Ouest (En dollars des États-Unis)



Source : Banque mondiale et Oxford Economics Africa.

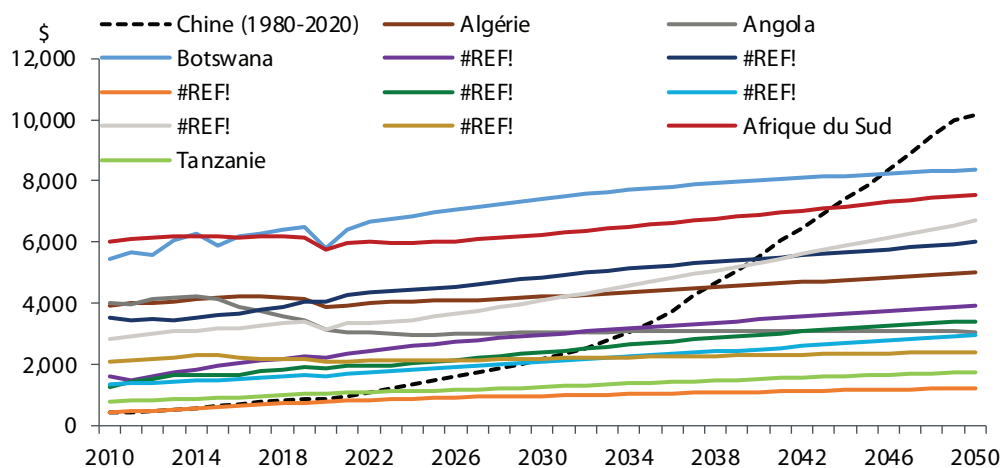
4.2 En quoi consisterait la sortie du piège du revenu intermédiaire ?

La Chine est toujours classée parmi les pays à revenu intermédiaire supérieur, et son ascension rapide dans la hiérarchie économique mondiale incite de nombreux pays à tenter d'imiter le succès du géant asiatique. Au cours des deux premières décennies de ce siècle (2000-2020), le PIB par habitant de la Chine, exprimé en dollars des États-Unis constants, a presque quintuplé, passant d'un peu plus de 2 000 dollars en 2000 à plus de 10 000 dollars en 2020. Cela se traduit par un taux de croissance annuel composé qui s'est établi à quelque 8 % par an au cours de cette période de 20 ans. Il s'agit d'une performance remarquable, tant par l'ampleur de la croissance que par la longévité de cette expansion rapide. À titre de comparaison, les deux pays africains qui sont censés connaître la plus forte croissance du PIB réel par habitant au cours des 20 prochaines années, à savoir Maurice et

Le PIB par habitant de la Chine, en dollars constants, a presque quintuplé entre 2000 et 2020

le Maroc, devraient enregistrer des taux de croissance annuels composés d'environ 3 % par an.

Figure 4.6 : PIB réel par habitant (En dollars des États-Unis)



Source : Oxford Economics Africa.

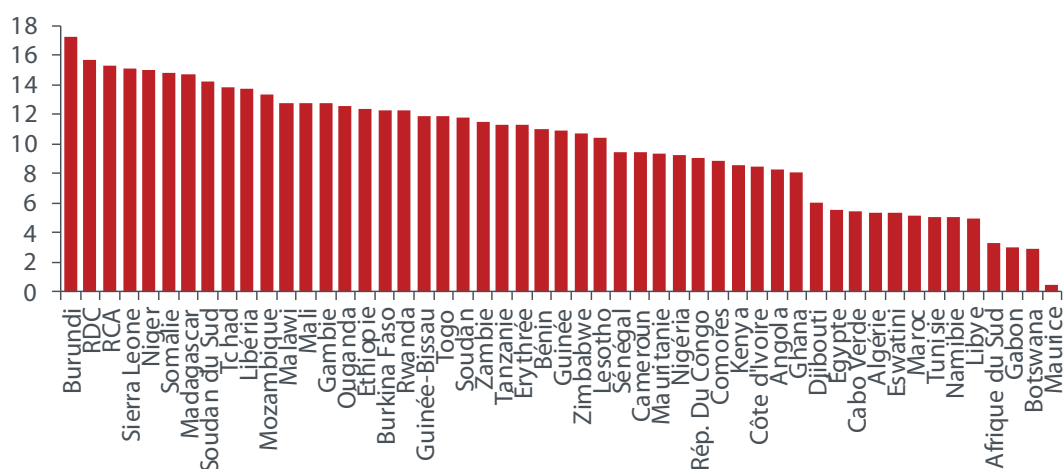
L'expansion rapide et soutenue du PIB réel par habitant en Chine est sans précédent

L'expansion rapide et soutenue du PIB réel par habitant en Chine est sans précédent dans l'histoire. S'il y a des raisons de croire que le modèle chinois ne sera pas imité en Afrique – voir discussion ci-dessous – il convient de se demander à quoi ressemblerait le PIB par habitant en Afrique si ces nations étaient en mesure d'enregistrer une croissance similaire. En poussant l'exercice de réflexion un peu plus loin, il est possible de calculer quelle devrait être la croissance économique pour que les nations africaines atteignent le statut de pays à revenu élevé d'ici 2050.

À une extrémité du spectre, des pays comme le Burundi, la République centrafricaine et la République démocratique du Congo devront enregistrer des taux de croissance moyens de plus de 15 % par an pour atteindre le statut de pays à revenu élevé d'ici 2050. Il convient de noter que ces pays sont classés parmi les nations à faible revenu, ce qui explique pourquoi une croissance aussi importante serait nécessaire pour passer à la catégorie des pays à revenu intermédiaire. À l'autre extrémité du spectre, Maurice doit enregistrer une croissance moyenne d'environ 0,5 % par an, ce qui est inférieur au chiffre de croissance projeté pour le pays. En conséquence, Maurice devrait atteindre le statut de pays à revenu élevé d'ici 2040.

L'Afrique du Sud, le Botswana et le Gabon doivent enregistrer un taux de croissance moyen de leur PIB d'environ 3 % par an pour atteindre le statut de pays à revenu élevé d'ici 2050. Bien que ce taux ne soit pas particulièrement élevé, il est bien supérieur aux projections de croissance actuelles de ces pays. En outre, le taux de croissance requis pour l'Égypte est d'environ 5,5 % par an, tandis que celui du Ghana et du Kenya est similaire à celui du miracle chinois : un peu plus de 8 % par an. Celui du Nigéria est plus proche des 10 % par an.

Figure 4.7 : Croissance annuelle du PIB requise pour atteindre le statut de pays à revenu élevé d'ici 2050 (En pourcentage)



Source : Oxford Economics Africa.

Abréviations : RCA, République centrafricaine ; RDC, République démocratique du Congo.

4.3 La nature changeante de la croissance

La Chine est présentée comme l'exemple d'un miracle de développement que la plupart des pays souhaiteraient imiter. Cependant, une évaluation réaliste de la stratégie de croissance de la Chine diminue considérablement l'intérêt de suivre son exemple, et certains indices donnent à penser qu'elle risque elle aussi d'être prise au piège du revenu intermédiaire.

Le modèle de croissance chinois durant ses années de prospérité reposait en partie sur la main-d'œuvre, et il y a très peu de pays en Afrique qui seraient en mesure de reproduire les réussites de la Chine en la matière. En particulier, la réglementation du marché du travail et les niveaux inadéquats d'éducation et de formation signifient qu'il serait difficile, voire impossible, pour l'Afrique, d'imiter le modèle asiatique du marché du travail.

En effet, les changements démographiques, la hausse des salaires et le ralentissement de la croissance économique montrent que le modèle du marché du travail n'est pas en mesure de propulser la Chine vers le statut de pays à revenu élevé. Cela tient au fait que la transition vers ce statut s'accompagne d'une transformation économique structurelle orientée vers une plus grande valeur ajoutée intérieure, une productivité accrue et la priorisation des activités de recherche-développement.

L'indice de complexité économique produit par le Growth Lab de l'Université Harvard examine la gamme et la sophistication des produits et services qu'une économie produit et exporte, ce qui donne lieu à l'établissement d'un score. Cet indice donne une idée de l'état d'avancement de la transition de ces économies vers une production plus intensive sur le plan technologique, et constitue par conséquent un indicateur des progrès accomplis sur la voie de la transformation structurelle voulue. La plupart des pays africains n'obtiennent pas les résultats escomptés, la Tunisie étant la seule grande économie du continent à enregistrer un score positif.

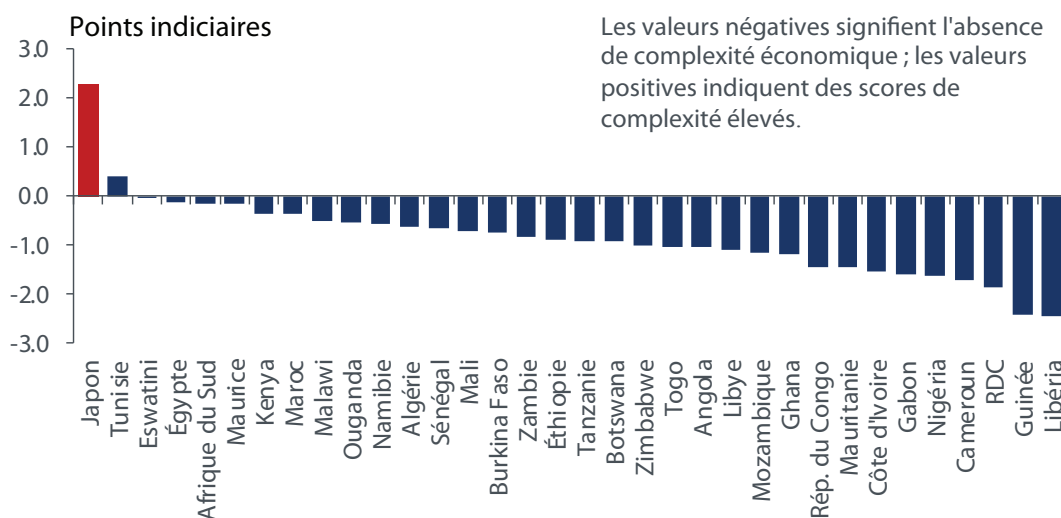
Une évaluation réaliste de la stratégie de croissance de la Chine diminue considérablement l'intérêt de suivre son exemple

L'Eswatini affiche également d'assez bons résultats à cet égard, principalement en raison du rôle de l'industrie du textile et de celle du sucre manufacturé dans le profil d'exportation du pays. L'Eswatini est suivi par l'Égypte et l'Afrique du Sud, tandis qu'à l'autre extrémité du spectre, les résultats de la République démocratique du Congo et du Nigéria sont particulièrement mauvais.

Les résultats de ces deux derniers pays s'expliquent en grande partie par le fait que leurs exportations consistent essentiellement en minéraux bruts, qui ne sont pas transformés sur le territoire national.

L'Égypte est le pays d'Afrique qui obtient les meilleurs résultats à l'indice de perspective de complexité

Figure 4.8 : Score de complexité économique (2021)



Source : Growth Lab de l'Université Harvard.

Note : Les valeurs négatives impliquent l'absence de complexité économique ; les valeurs positives impliquent des scores de complexité élevés.

Abréviation : RDC, République démocratique du Congo

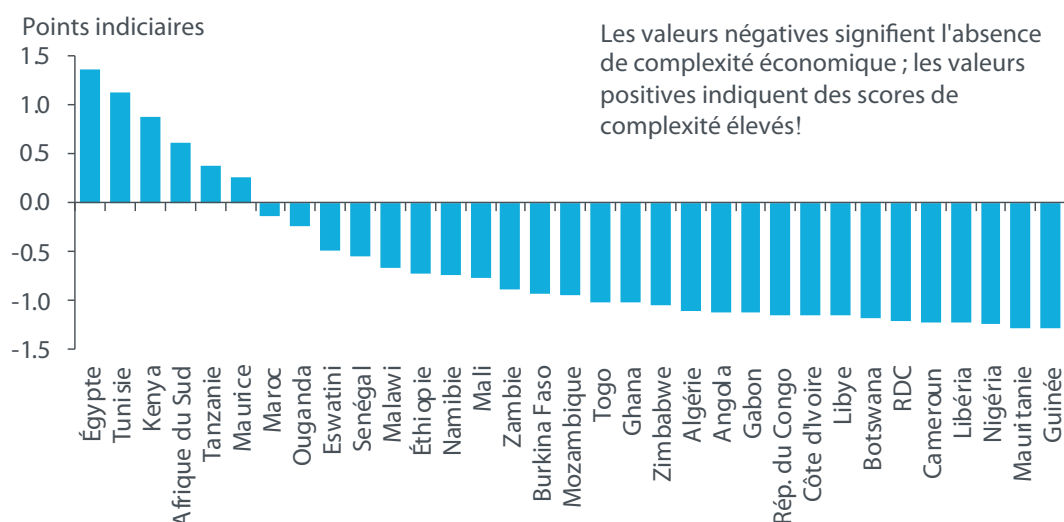
Pour se faire une meilleure idée des perspectives potentielles du secteur manufacturier, il convient d'examiner l'indice de perspective de complexité. Cet indice permet de mesurer combien de produits complexes sont proches de l'ensemble des capacités actuelles d'un pays. Un indice de perspective de complexité élevé reflète une abondance de produits connexes et complexes qui s'appuient sur des capacités similaires à celles de la production actuelle, ce qui est de bon augure pour le développement du secteur manufacturier.

La situation en Afrique semble légèrement plus favorable de ce point de vue, puisque plusieurs pays affichent des scores positifs. L'Égypte est le pays le plus performant du continent à l'aune de l'indice de perspective de complexité.

Si l'inclusion de l'Afrique du Sud, du Kenya et de la Tunisie dans la liste des pays les plus performants n'est pas surprenante, compte tenu de leurs économies relativement sophistiquées, les bons résultats de la République-Unie de Tanzanie a de quoi étonner, étant donné le piètre score du pays en matière de complexité économique.

À l'autre extrémité du spectre de l'indice des perspectives de complexité se trouvent le Nigéria et la République démocratique du Congo, ce qui signifie que non seulement ces pays ne disposent pas des capacités pour produire et exporter des produits sophistiqués, mais aussi que ces capacités sont loin d'être acquises.

Figure 4.9 : Perspectives de complexité économique



L'Afrique du Nord et l'Afrique australe sont les régions qui obtiennent les meilleurs résultats, mais la composition des scores est très hétérogène

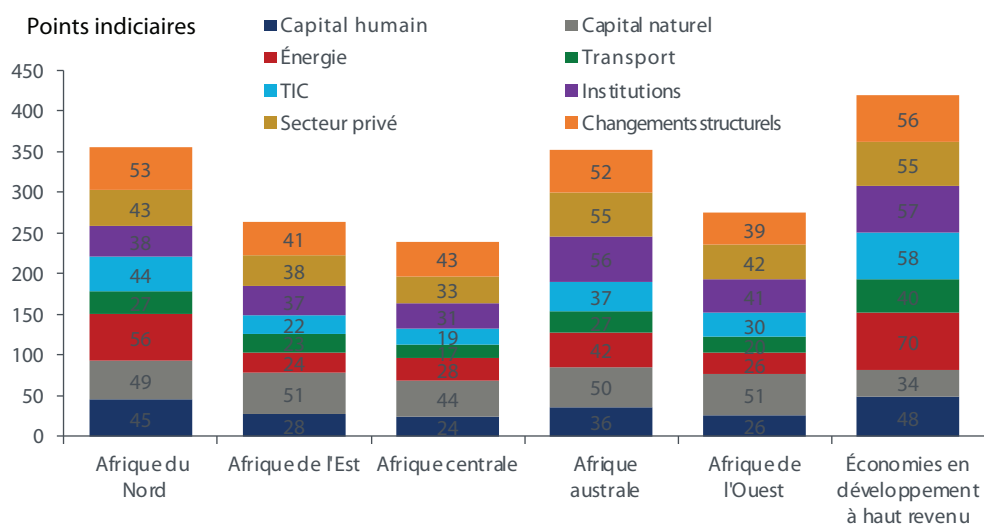
Source : Growth Lab de l'Université Harvard.

Note : Les valeurs négatives impliquent l'absence de complexité économique ; les valeurs positives impliquent des scores de complexité élevés.

Abréviation : RDC, République démocratique du Congo.

L'indice des capacités productives de la Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement est un autre moyen de mesurer la capacité productive d'un pays, et donc ses progrès vers la transformation structurelle nécessaire pour atteindre le statut de pays à revenu élevé. Cet indice a pour but de mesurer le niveau de développement de diverses capacités productives, d'établir des comparaisons entre les pays, d'identifier les lacunes en matière de développement des capacités productives et de mesurer les progrès accomplis pour combler ces lacunes.

Figure 4.10 : Indice des capacités productives



Source : Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement.

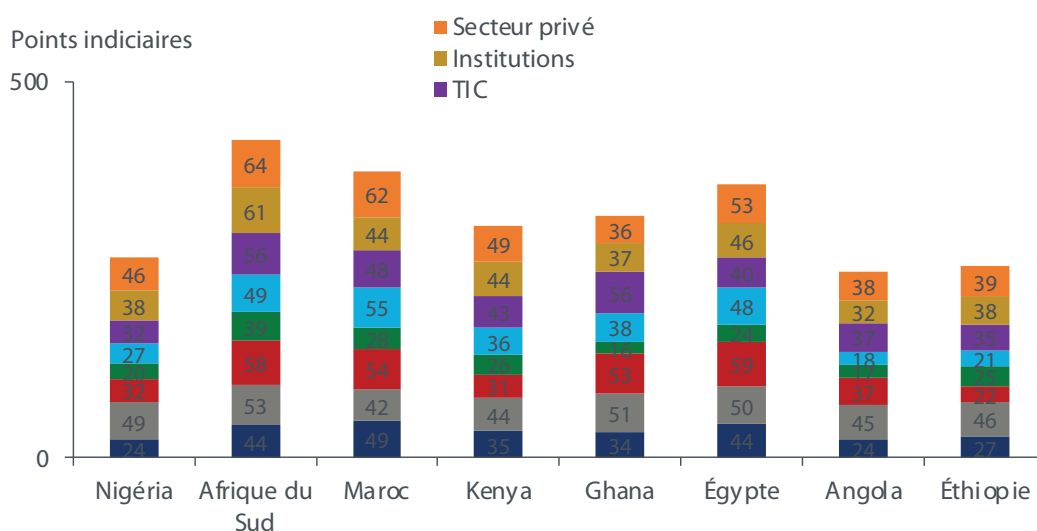
Abréviation : TIC, technologies de l'information et des communications.

En examinant les résultats de l'Afrique par région, l'indice des capacités productives le plus récent permet des constatations intéressantes. Par exemple, l'Afrique du Nord et l'Afrique australe sont les régions qui obtiennent les meilleurs résultats, mais la composition des scores est très hétérogène. Si l'Afrique du Nord affiche les meilleurs scores du continent en matière de capital humain et d'infrastructures énergétiques, ses performances en matière d'institutions sont bien inférieures à celles de l'Afrique australe.

En outre, la région de l'Afrique australe est considérée comme ayant un secteur privé beaucoup plus dynamique que celui de l'Afrique du Nord (le dynamisme du secteur privé est ici mesuré d'après la facilité des échanges transfrontaliers, l'appui financier et réglementaire aux entreprises et le temps nécessaire à la création d'une entreprise). L'Afrique centrale, quant à elle, a les résultats les plus faibles à l'échelle régionale, sachant que ses scores dans les domaines des institutions, du secteur privé et des infrastructures TIC, en particulier, sont inférieurs à ceux des autres pays de la région. Il est également intéressant de noter que chaque région africaine surpasse la catégorie des économies en développement à revenu élevé pour ce qui est du capital naturel, ce qui témoigne de la manière dont la plupart des pays africains tirent parti des ressources naturelles pour stimuler la croissance, les capacités productives liées à l'exploitation des ressources naturelles ayant progressé nettement plus que dans d'autres domaines. Le capital naturel correspond à la disponibilité des ressources extractives et agricoles, y compris les rentes générées par l'extraction des ressources naturelles.

L'Afrique du Sud, l'Égypte et le Maroc sont les grandes économies africaines qui obtiennent les scores les plus favorables à l'indice des capacités productives

Figure 4.11 : Indice des capacités productives



Source : Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement.

Abréviation : TIC, technologies de l'information et des communications.

L'indice des capacités productives au niveau national permet également des constatations intéressantes. L'Afrique du Sud, l'Égypte et le Maroc sont les grandes économies africaines qui obtiennent les scores les plus favorables à l'indice des capacités productives. L'Afrique du Sud occupe la première place grâce à son secteur privé et à ses institutions. La catégorie relative aux institutions sert à mesurer la stabilité politique, la qualité et l'efficacité de la réglementation, ainsi que la liberté d'expression et d'association des citoyens. Pour sa part,

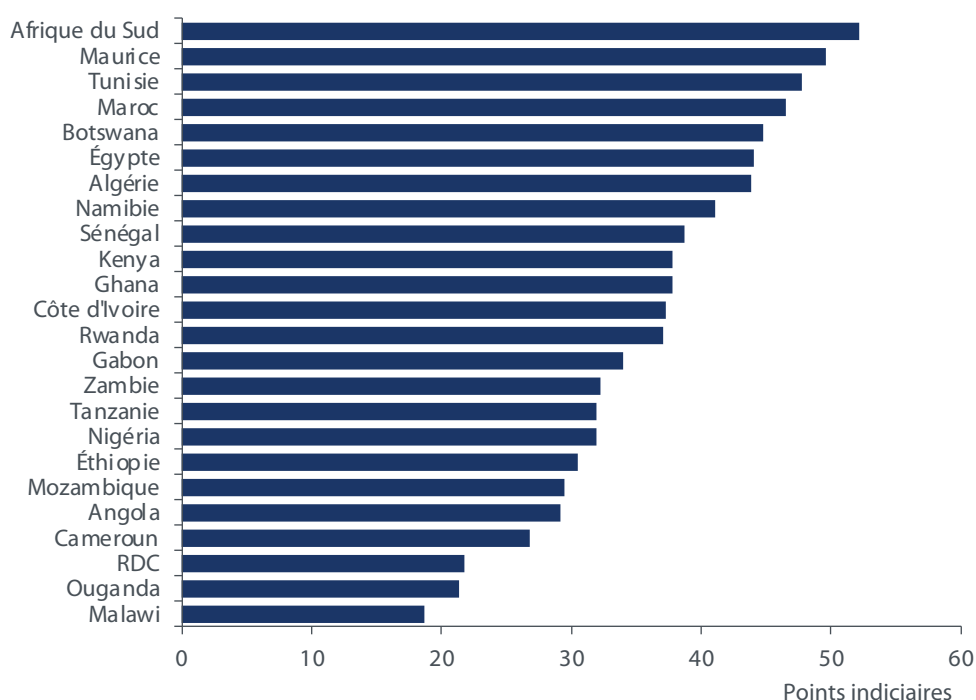
le Ghana s'en sort mieux que les autres grandes économies en ce qui concerne l'indice portant sur les institutions.

De son côté, le Maroc surpasse toutes les autres grandes économies africaines pour ce qui est du secteur des TIC et du niveau de capital humain. Aux fins de cette analyse, il est important de prendre en compte l'indicateur concernant le changement structurel, qui mesure le déplacement de la main-d'œuvre et des autres ressources productives d'activités économiques à faible productivité et des activités à forte productivité. C'est un moyen de connaître la capacité actuelle d'une économie à mettre en œuvre les changements structurels nécessaires pour opérer sa transition vers une société à revenu élevé.

Si certaines économies africaines ont sur ce point de meilleurs résultats que le groupe des économies en développement à revenu élevé, il convient de noter que de nombreuses économies appartenant à cette dernière catégorie ont déjà opéré les transitions structurelles nécessaires.

En outre, la plupart des nations africaines restent en deçà des pays à revenu intermédiaire qui continuent à connaître une croissance rapide (par exemple, la Chine, avec un score de changement structurel de 99, ou l'Inde, avec un score de 76) et des économies avancées qui sont à la pointe des progrès technologiques (les États-Unis enregistrent un score de 94,9 et le Japon un score de 88,2).

Figure 4.12 : Indice des capacités productives : score global



Source : Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement.

Abréviation : RDC, République démocratique du Congo.

L'indice des capacités productives suggère que non seulement la plupart des nations africaines sont confrontées à un déficit d'infrastructures –en termes d'énergie, de transport et de TIC – mais qu'il existe également d'autres obstacles qui empêchent le déplacement des ressources productives d'activités économiques à faible productivité vers des activités à forte productivité. Il sera essentiel de s'attaquer à ce problème pour échapper au piège du revenu intermédiaire.

Les économies qui le font sont capables d'entreprendre des transformations structurelles dans lesquelles le cœur de l'économie passe de l'exploitation des ressources naturelles à la capitalisation sur l'innovation.

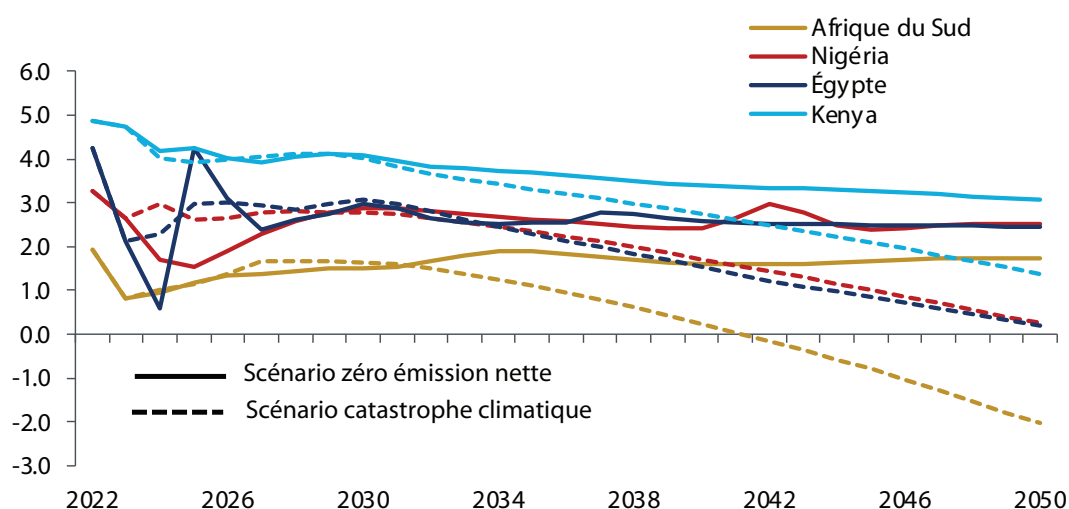
4.4 Considérations exogènes : les changements climatiques

Alors que les facteurs propres au pays, y compris l'histoire, les institutions et le contexte politique et réglementaire, auront une incidence directe sur les chances d'un pays d'échapper au piège du revenu intermédiaire, il y a un facteur exogène important auquel tous les pays devront faire face : les changements climatiques. Les voies par lesquels les changements climatiques ont un impact sur le développement économique sont mises en évidence dans le présent rapport.

La présente section contient un examen de la manière dont les changements climatiques pourraient infléchir les trajectoires économiques de plusieurs pays africains. Deux scénarios extrêmes sont comparés : le scénario de zéro émission nette et le scénario d'une catastrophe climatique. Dans le scénario favorable de zéro émission nette, les gouvernements du monde entier mettent en œuvre des politiques rigoureuses visant à limiter le réchauffement climatique à 1,5 °C, pour atteindre l'objectif de zéro émission nette de CO₂ à l'échelle mondiale d'ici 2050.

En outre, une tarification agressive et coordonnée du carbone et les investissements technologiques favorisent l'évolution vers une consommation d'énergie plus propre et plus efficace. En revanche, dans le scénario d'une catastrophe climatique, les gouvernements ne respectent pas leurs engagements politiques et ne parviennent pas à atteindre l'objectif d'un réchauffement planétaire ne dépassant pas 2,1 °C d'ici 2050. Il en résulte de graves dommages au milieu naturel, qui s'accroissent avec le temps.

Il y a un facteur exogène important auquel tous les pays devront faire face : les changements climatiques

Figure 4.13 : Croissance annuelle du PIB dans les scénarios climatiques extrêmes (En pourcentage)

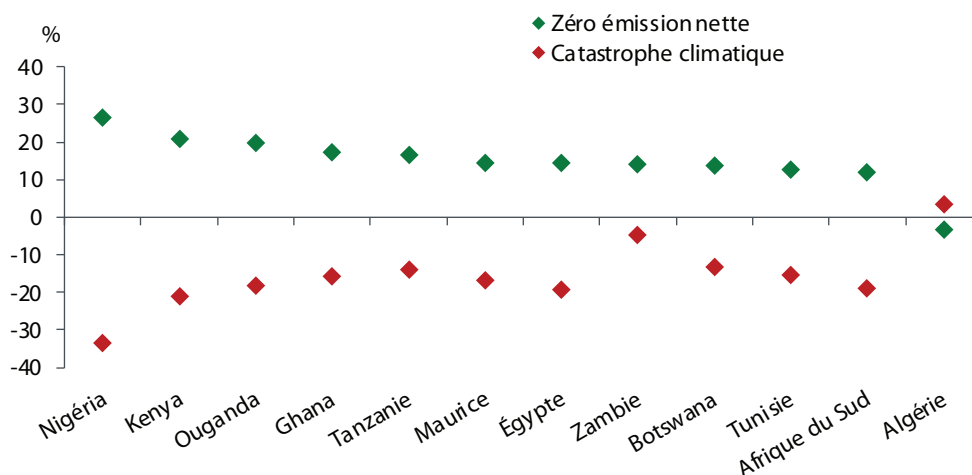
Source : Oxford Economics Africa.

La modélisation indique que si l'impact des différents scénarios varie considérablement d'un pays à l'autre, les effets restent significatifs dans tous les cas. Par exemple, l'Afrique du Sud devrait être l'une des économies les plus durement touchées en cas de catastrophe climatique. La dépendance du pays à l'égard du charbon dans un contexte de hausse des prix mondiaux du charbon entraînera une augmentation des prix de l'électricité, ce qui se traduira par des pressions inflationnistes accrues et une baisse de la compétitivité. Outre la myriade d'autres retombées telles que la hausse des prix des denrées alimentaires due à des conditions météorologiques défavorables et une marge de manœuvre budgétaire resserrée, cela pourrait amener l'économie sud-africaine à amorcer une tendance à la contraction sur le long terme.

Par ailleurs, bien que l'impact relatif de ces scénarios soit apparemment moins sévère au Kenya que dans les trois plus grandes économies du continent, la croissance du PIB dans cette nation d'Afrique de l'Est devrait tout de même chuter d'un taux moyen de 3,5 % par an pour la période 2030-2050 dans le scénario de zéro émission nette à 2,7 % par an dans le scénario d'une catastrophe climatique. Les conséquences d'une période prolongée de croissance plus faible sont considérables, en particulier compte tenu de son incidence sur des variables comme le PIB par habitant.

L'Afrique du Sud risque d'être l'une des économies les plus durement touchées en cas de catastrophe climatique

Figure 4.14 : Écart du PIB par habitant (en dollars des États-Unis) d'ici 2050, par rapport à l'état de référence (En pourcentage)



Source : Oxford Economics Africa.

Pour déterminer comment les changements climatiques pourraient affecter les efforts déployés pour échapper au piège du revenu intermédiaire, les écarts de PIB par habitant d'ici 2050 dans les différents scénarios par rapport à l'état de référence fournissent de précieuses informations. Ces chiffres intègrent les incidences macroéconomiques plus larges des différents résultats en matière de climat, y compris l'impact sur les soldes extérieurs, l'évolution des taux de change, les prix et la croissance économique. Les résultats laissent penser que c'est le PIB par habitant du Nigéria qui sera le plus touché, parmi les plus grandes économies africaines. Dans le scénario de zéro émission nette, le PIB par habitant devrait être supérieur d'environ 26 % au chiffre projeté dans l'état de référence d'ici 2050. Cela pourrait sembler paradoxal pour un pays qui dépend principalement des combustibles fossiles, mais l'incitation budgétaire que constituent les taxes sur le carbone, la baisse des prix intérieurs de l'énergie due à la baisse des prix du pétrole, une production agricole moins volatile et la relance des investissements découlant de la transition vers des énergies plus vertes se traduira par une amélioration notable des perspectives économiques du pays. En revanche, le scénario d'une catastrophe climatique aura pour conséquence une hausse des prix des denrées alimentaires et de l'énergie et n'entraînera pas l'élan d'investissement découlant de la révolution des énergies vertes. À l'autre extrémité du spectre se tient l'Algérie, l'un des rares pays au monde qui ne pourraient connaître qu'une variation marginale de leur PIB par habitant, en fonction de l'évolution du climat. Sa dépendance à l'égard du pétrole, ses infrastructures énergétiques et sa dépendance structurelle à l'égard des importations de denrées alimentaires suggèrent que l'impact sera, dans l'ensemble, beaucoup moins sévère sur les perspectives économiques du pays que sur celles de la plupart des autres nations africaines.

Les changements climatiques représentent un facteur exogène important qui aura une incidence directe sur les efforts déployés par l'Afrique pour échapper au piège du revenu intermédiaire. Toutefois, les initiatives mondiales de lutte contre les changements climatiques pourraient également servir de catalyseur à l'ajustement structurel nécessaire pour sortir de ce piège. Pour échapper au piège du revenu intermédiaire, il faut aller au-delà de la mise à niveau industrielle et des gains de productivité et élaborer une stratégie pour s'engager rapidement dans de nouveaux secteurs (Triki et autres, 2022). Les technologies vertes et les avancées dans le domaine de l'agriculture pourraient être ces nouveaux secteurs.

5. TIRER PARTI DES EFFORTS DÉPLOYÉS DANS LA LUTTE CONTRE LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES

La présente section propose un examen de la manière dont les efforts consacrés à la lutte contre les changements climatiques au niveau mondiaux peuvent aider les nations africaines à atteindre le statut de pays à revenu élevé, et à échapper ainsi au piège du revenu intermédiaire. On se penchera notamment sur l'évolution prévue du financement du développement et du paysage énergétique, avec la prolifération de la demande de minéraux verts et un nouvel accent mis sur la résilience de l'agriculture.

5.1 Le financement, talon d'Achille du développement en Afrique

Les difficultés budgétaires que connaissent la plupart des États africains limitent leurs capacités à financer les efforts d'atténuation des changements climatiques et d'adaptation à ces changements. De nombreux pays sont confrontés à une dette publique considérable et ne disposent pas d'une marge de manœuvre budgétaire suffisante pour financer des projets d'investissement de grande envergure. Il est également difficile pour ces pays de lever des fonds à des taux abordables sans alourdir encore le fardeau de leur dette. Les pays africains ont besoin d'une importante aide financière internationale à des conditions préférentielles pour progresser vers une économie sobre en carbone, améliorer leur résilience face aux mauvaises conditions météorologiques et fournir au monde des matériaux indispensables à la transition écologique. En outre, l'accès au financement devra s'accompagner d'une assistance technique pour améliorer la préparation des projets et des programmes sur le continent afin d'attirer des financements à faible coût pour des projets susceptibles de recevoir le soutien des banques. Tout retard dans l'investissement risque d'enfermer les pays africains dans des voies de développement à forte intensité de carbone et saper les efforts visant à améliorer la résilience économique face aux chocs climatiques.

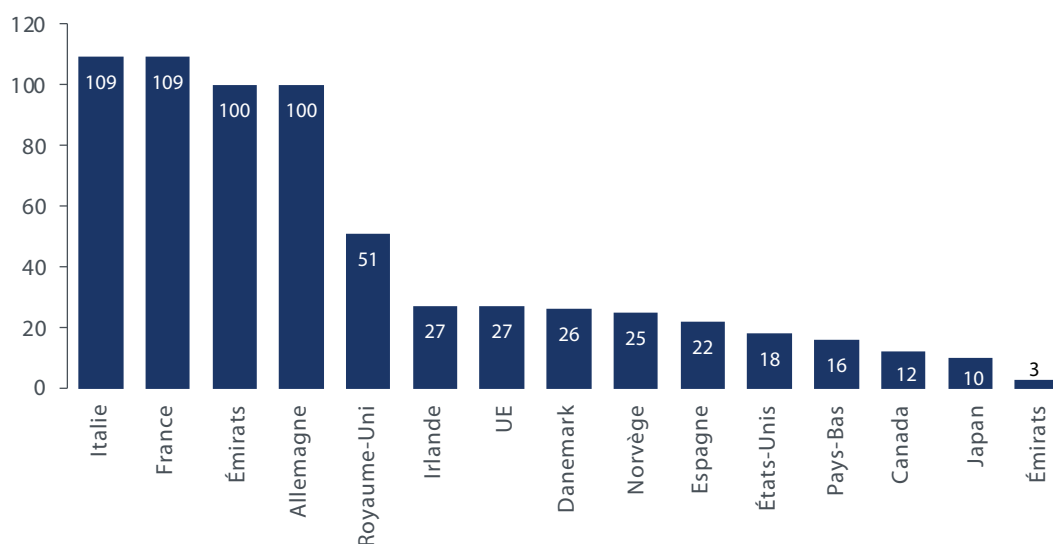
Bien que chaque dollar investi dans l'adaptation aux changements climatiques puisse générer jusqu'à 10 dollars d'avantages économiques par le biais d'effets multiplicateurs, de nombreux projets d'adaptation présentent un risque élevé, et il peut être difficile de trouver des financements pour ces projets (Global Centre on Adaptation, 2023). Au vu des avantages pouvant être tirés d'un meilleur accès au financement de l'action climatique, la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques a mis en place plusieurs mécanismes destinés à octroyer une aide financière aux pays en développement et à réaliser les aspirations énoncées dans le Protocole de Kyoto et l'Accord de Paris. Ces dispositifs peuvent servir à atténuer les menaces qui pèsent sur ces pays en raison des changements climatiques et à appuyer les démarches en faveur d'un développement économique plus respectueux de l'environnement. Par exemple, le Fonds vert pour le climat a pour but de promouvoir le passage à des modes de développement résilients face aux changements climatiques et produisant peu d'émissions, en appuyant des

Les pays africains ont besoin d'une importante aide financière internationale à des conditions préférentielles pour progresser vers une économie sobre en carbone

projets, des politiques, des programmes et des activités en faveur d'un développement écologiquement durable dans les pays en développement. De son côté, le Fonds pour l'environnement mondial a pour but de protéger l'environnement en aidant les pays en développement à honorer leurs engagements au titre des conventions multilatérales, par le truchement de partenariats nationaux, régionaux et mondiaux.

L'annonce faite à la vingt-huitième session de la Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques, concernant la création du Fonds pour les pertes et préjudices, constitue un fait marquant dans le domaine du financement de l'action climatique. Le Fonds, qui sera rendu opérationnel par l'intermédiaire de la Banque mondiale dans les huit mois suivant la vingt-huitième session, aidera les pays en développement vulnérables à faire face aux pertes et aux préjudices économiques et non économiques causés par les effets des changements climatiques, notamment les phénomènes météorologiques extrêmes et les phénomènes à évolution lente, comme l'élévation du niveau de la mer. Bien que la création du Fonds ait constitué une réalisation importante, après des années de préparation, les promesses de contribution ne se montent pour le moment qu'à 792 millions de dollars, ce qui est bien inférieur aux pertes économiques et non économiques enregistrées chaque année dans les pays en développement du fait de phénomènes climatiques, dont on estime l'ampleur entre 100 et 580 milliards de dollars.

Figure 5.1 : Contributions au Fonds pour les pertes et préjudices (En millions de dollars É.-U.)



Source : Natural Resource Defence Council.

Abréviations : Émirats, Émirats arabes unis ; États-Unis, États-Unis d'Amérique ; Royaume-Uni, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord ; UE, Union européenne.

Si le financement multilatéral et bilatéral sera essentiel pour accroître la résilience économique face aux changements climatiques, l'impulsion potentiellement apportée au développement par les efforts déployés dans la lutte contre les changements climatiques ne se matérialisera que si les pays parviennent à réunir des capitaux privés. Les instruments de financement faisant intervenir des obligations de transition ou des obligations vertes, sociales, durables et liées au développement durable offrent aux pays

La création du Fonds pour les pertes et préjudices a constitué une réalisation importante, après des années de préparation

africains la possibilité d'attirer des capitaux supplémentaires en mobilisant des fonds privés à grande échelle, attirant ainsi des investisseurs qui n'investissent généralement pas dans des projets individuels. Ces obligations sont émises avec des conditions d'intérêt ou des paiements de capital réduits, à condition que le produit soit utilisé pour investir dans des projets ou avec des objectifs spécifiques, axés sur le climat ou la durabilité. Bien que les fonds d'investissement liés aux questions d'environnement, de société et de gouvernance représentent plus de 2 500 milliards de dollars, ils restent fortement concentrés sur les pays développés (PricewaterhouseCoopers, 2023).

Les échanges de créances contre des mesures climatiques permettent l'annulation ou la réduction de la dette souveraine en échange d'investissements dans des projets d'adaptation aux changements climatiques ou d'atténuation de leurs effets. Ces instruments permettent aux pays en développement de s'adresser aux créanciers bilatéraux et multilatéraux pour obtenir l'annulation de leur dette à condition que les fonds qui auraient dû avoir été consacrés au remboursement soient à la place réaffectés à des projets de résilience et d'adaptation aux changements climatiques, tels que la construction de bâtiments résilients, les semences résistantes à la sécheresse, les systèmes de réduction et de gestion des risques de catastrophes, les stations de traitement des eaux, ou encore les pratiques de préservation des océans et de restauration de l'environnement (Hebbale et Urpelainen, 2023).

Un petit royaume montagneux ouvre la voie

En 2021, la Compagnie d'électricité et le Gouvernement lesothan ont conclu un accord avec un consortium pour mettre sur pied le premier projet de production d'électricité indépendant du pays. Les parties ont conclu un contrat d'achat d'électricité d'une durée de 25 ans ainsi que les accords de raccordement et de mise en œuvre connexes pour une centrale solaire photovoltaïque de 20 mégawatts qui sera créée, exploitée et détenue par un partenariat d'entreprises privées internationales et locales.

Le projet est financé par le Mécanisme de promotion des énergies renouvelables, avec un soutien en capital du Norfund norvégien et du Lesotho Pension Fund.

Ce faisant, le Gouvernement lesothan s'est engagé à accroître la participation du secteur privé dans son secteur de la fourniture d'électricité, ainsi que la diversification des activités y relatives. Cet accord soulage la pression exercée sur le bilan de l'État et envoie un message bienvenu aux acteurs qui envisagent d'investir dans le secteur de l'énergie et souhaitent étendre leur présence africaine dans le pays.

Source : *Oxford Economics Afrique et sources médiatiques.*

Les innovations en matière de financement de l'action climatique représentent une chance précieuse pour les nations africaines de stimuler les activités en faveur du développement.

Les innovations en matière de financement de l'action climatique offrent aux nations africaines une bonne occasion de stimuler leurs activités en faveur du développement. Non seulement le financement sera orienté vers des domaines essentiels pour un développement durable et résilient, mais les efforts déployés pour l'atténuation des changements climatiques pourraient également accélérer l'industrialisation.

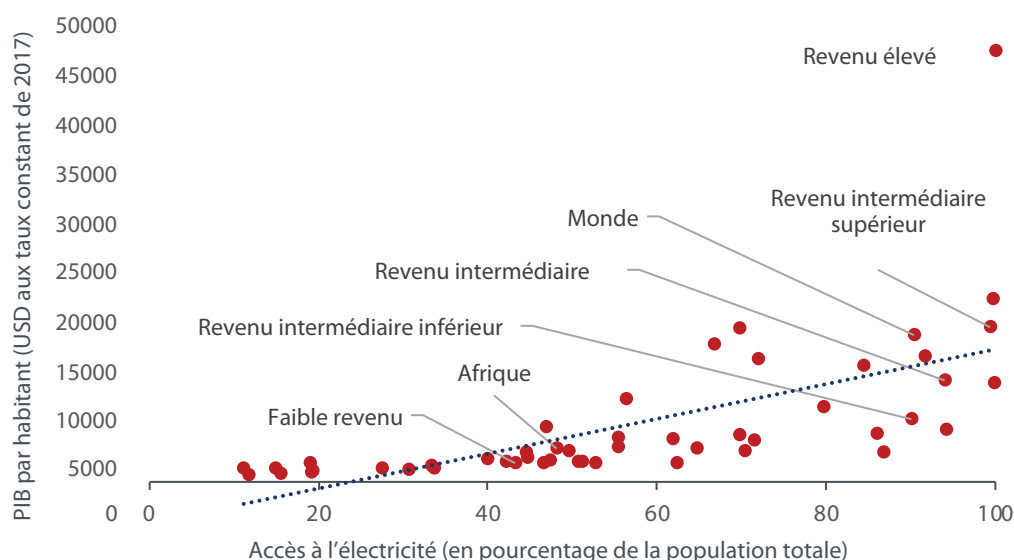
Le fait de maintenir les économies africaines sur des trajectoires de développement sobres en carbone atténuera l'empreinte écologique du développement économique africain, tout en améliorant l'accès à des facteurs de production essentiels tels que l'énergie.

5.2 Un paysage énergétique en mutation

L'Agence internationale de l'énergie considère l'accès à l'énergie comme le fil rouge qui relie la croissance économique, le développement humain et la durabilité environnementale » (Agence internationale de l'énergie, 2017). Bien que les avis divergent sur la question de savoir lequel entraîne l'autre, il existe une forte corrélation positive entre l'accès à l'électricité d'un pays et son développement économique.

Les grandes économies nord-africaines et Maurice ont les taux d'accès à l'électricité les plus élevés d'Afrique, Maurice affichant également le PIB par habitant le plus élevé de la région. À l'inverse, le Tchad et le Burundi sont les pays dont le taux d'accès à l'électricité est le plus faible, le Burundi étant également le pays dont le PIB par habitant est le plus faible d'Afrique.

Figure 5.2 : Rapport entre l'énergie et le PIB par habitant



Source : Données compilées par la Banque mondiale à partir de sources multiples, traitées par Our World in Data.

Il existe une forte corrélation positive entre l'accès à l'électricité et le développement économique d'un pays

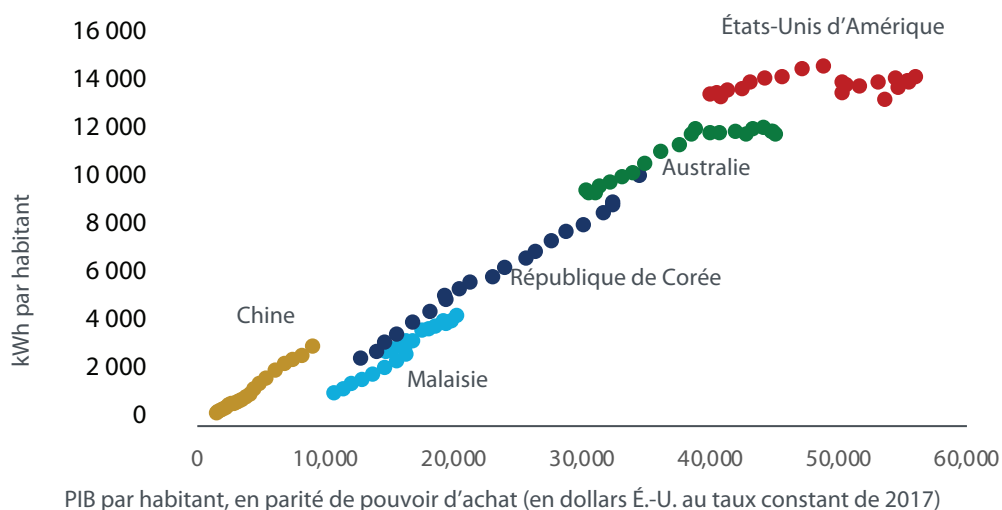
Le faible accès à l'électricité en Afrique est dû à diverses contraintes tant du côté de l'offre que de la demande. Du côté de la demande, la faiblesse des revenus continue à se faire sentir, étant donné que la plupart des ménages (notamment dans les zones rurales) ne peuvent pas se permettre le coût relativement élevé d'un raccordement à l'électricité.

La fourniture d'électricité en courant alternatif classique exige des normes de construction minimales que de nombreux logements existants en Afrique ne respectent pas. Du côté de l'offre, la production d'électricité est souvent entravée par une tarification non viable de l'électricité, dans le cadre de laquelle les tarifs sont fixés par le Gouvernement ou d'autres organes de réglementation plutôt que par les forces du marché.

Même si un faible coût de l'électricité est avantageux pour les consommateurs, les producteurs d'électricité ne parviennent souvent pas à couvrir leurs coûts de production, ce qui les plonge dans des difficultés financières et suppose une aide substantielle de la part des pouvoirs publics. Avec de si faibles marges, les compagnies d'électricité sont également

incapables d'assurer la maintenance requise sur les unités de production existantes, ce qui se traduit par un manque de fiabilité de l'approvisionnement en électricité et par des interruptions fréquentes de l'alimentation électrique.

Figure 5.3 : Évolution de la consommation d'énergie et du PIB par habitant (1990-2010)

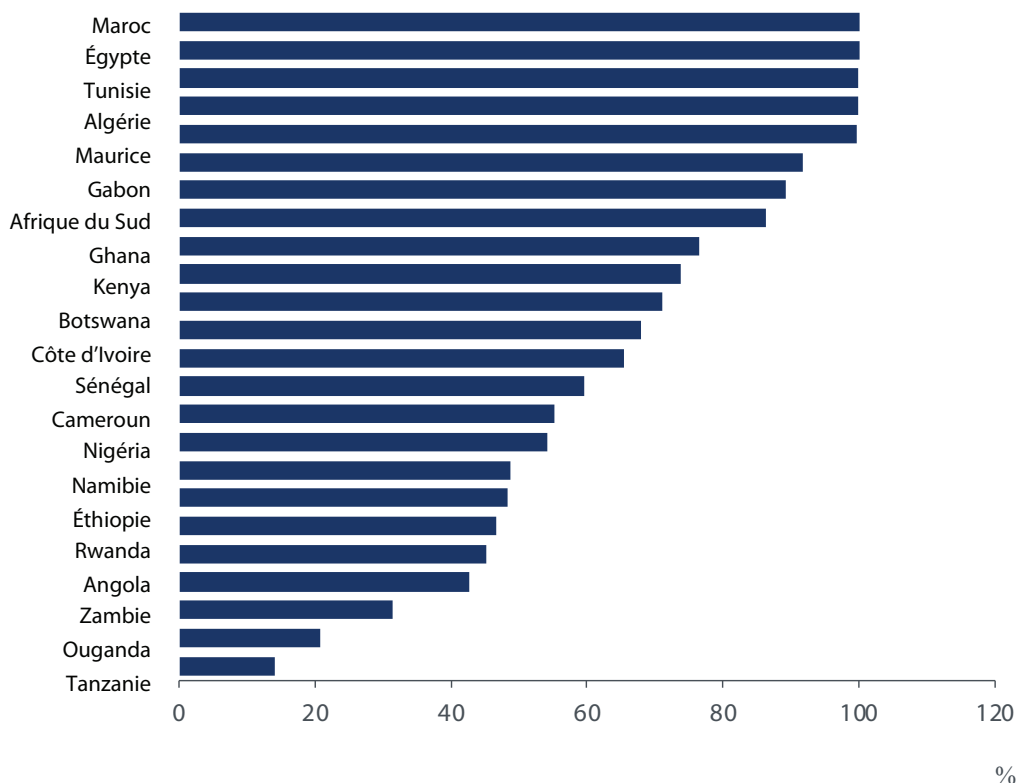


L'absence d'accès à l'électricité et à une cuisson propre ne signifie pas que les individus ne consomment pas d'énergie

Source : Our World in Data.

S'il est essentiel que les pays améliorent l'accès à l'électricité, la fiabilité de l'approvisionnement en électricité est tout aussi importante. Selon les données de la Banque mondiale, 77 % des entreprises privées opérant en Afrique subsaharienne ont connu des coupures d'électricité en 2021, avec une moyenne de neuf coupures par mois. Cela fait de l'Afrique la région du monde qui connaît le taux le plus élevé de pannes d'électricité. L'inefficacité et le manque de fiabilité de l'approvisionnement en électricité en Afrique s'explique par des facteurs tels que les faiblesses du réseau de transport entraînées par des années de sous-investissement, le non-paiement des factures d'électricité, le vieillissement des infrastructures, l'arrêt des centrales hydroélectriques provoqué par les sécheresses périodiques ou l'insuffisance des précipitations, le manque de compétences pour l'entretien des réseaux nationaux, le vandalisme et le vol de câbles, la mauvaise gestion des centrales électriques, etc.

Figure 5.4 : Part de la population ayant accès à l'électricité

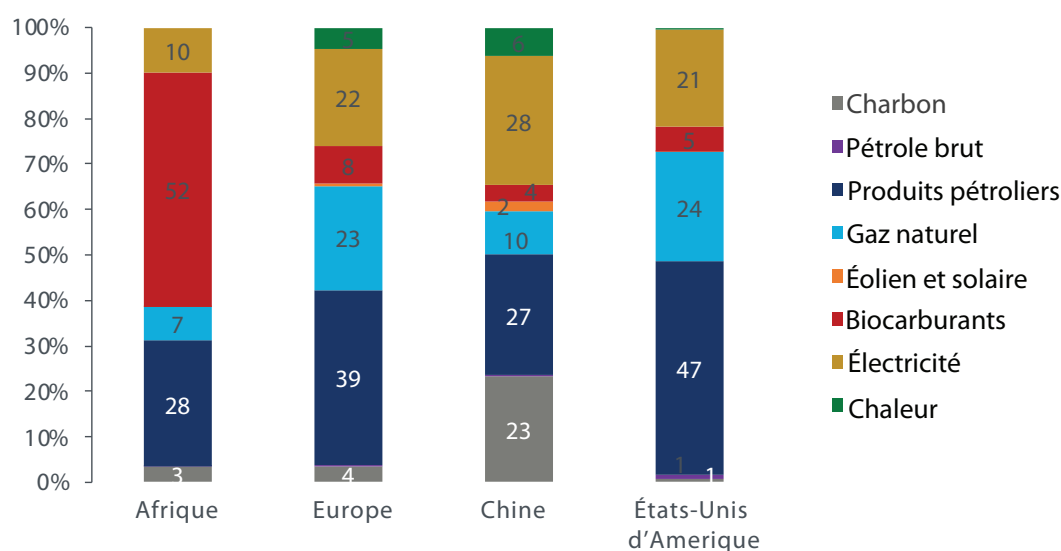


Source : Banque mondiale.

Abréviations : RDC, République démocratique du Congo.

L'absence d'accès à l'électricité et à une cuisson propre ne signifie évidemment pas que les individus ne consomment pas d'énergie. Lorsqu'on considère l'approvisionnement énergétique en fonction de la source, on constate que le paysage énergétique africain est dominé par les biocarburants et les déchets, eux-mêmes dominés par la biomasse traditionnelle telle que le bois, le charbon de bois et le fumier. En Éthiopie et en République-Unie de Tanzanie, plus de 80 % de l'énergie est produite par la combustion de biomasse. Ce chiffre dépasse même 90 % en République démocratique du Congo. Aux États-Unis d'Amérique, ce taux est inférieur à 5 % : une part importante de l'énergie y provient du biodiesel et de l'éthanol.

Figure 5.5 : approvisionnement en énergie primaire par source (En pourcentage)



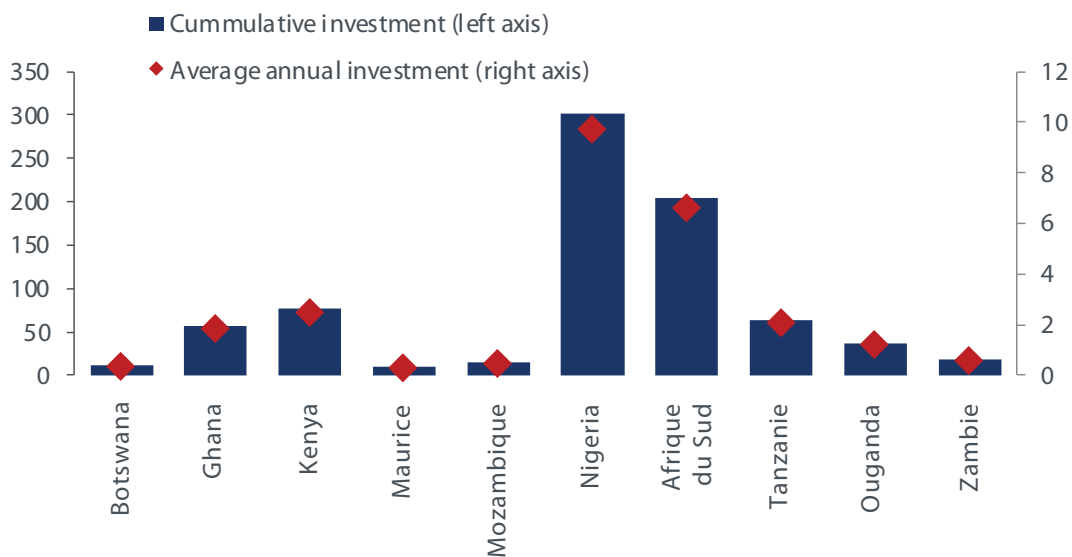
La dépendance à l'égard de la combustion de la biomasse a d'importantes conséquences sur les plans social et environnemental

Source : Oxford Economics Africa.

Cette dépendance à l'égard de la combustion de la biomasse a d'importantes conséquences sur les plans social et environnemental. En ce qui concerne le premier, l'Agence internationale de l'énergie estime qu'environ 500 000 personnes en Afrique sont mortes prématurément en raison de la pollution de l'air intérieur en 2020, tandis que 300 000 autres personnes sont décédées en raison de la pollution de l'air extérieur. En plus de la perte de vies humaines, la dépendance excessive à l'égard de techniques de cuisson polluantes entraîne des conséquences pernicieuses du point de vue socio-économique. En effet, le ramassage du bois de chauffage, qui est une tâche ardue et qui demande souvent qu'on y consacre beaucoup de temps, incombe traditionnellement aux femmes du ménage. Cela réduit le temps dont elles disposent pour leurs études, et représente un obstacle pratique à leur accès à l'enseignement.

La transition énergétique est un processus qui offre d'importantes perspectives d'investissement dans les infrastructures d'atténuation et d'adaptation à faible intensité de carbone en Afrique. Le continent a besoin de capitaux, non seulement pour réduire ses émissions de gaz à effet de serre et accélérer son développement industriel, mais aussi pour éliminer sa précarité énergétique croissante et sa dépendance excessive à l'égard de la biomasse traditionnelle. Les perspectives d'investissement sur le continent couvrent l'ensemble du panorama énergétique et électrique, de la production de combustibles plus propres et d'électricité aux infrastructures de distribution, en passant par le stockage de l'énergie et mesures en faveur de l'efficacité énergétique.

Figure 5.6 : Besoins en dépenses d'investissement du secteur de l'énergie (2020-2050) (En milliards de dollars É.-U.)



Source : Oxford Economics Africa.

D'après des estimations fondées sur les hypothèses de l'Agence internationale de l'énergie, le Nigéria aurait besoin de 9,7 milliards de dollars par an en moyenne pour parvenir à zéro émission nette de CO₂ d'ici 2050. Le Nigéria est suivi en cela par l'Afrique du Sud, qui aurait besoin de 6,6 milliards de dollars par an pour abandonner son système énergétique fondé sur le charbon.

Les besoins d'investissement dans le secteur de l'énergie des autres pays sont relativement moindres, mais néanmoins conséquents, puisqu'ils se situent en moyenne entre 0,3 et 2,5 milliards de dollars par an, bien que ce montant augmente plus fortement à l'horizon 2050. Les difficultés budgétaires que connaissent la plupart des États africains limitent leur capacité à financer seuls la transition vers des émissions nettes nulles. De nombreux pays sont aux prises avec une dette publique considérable et ne disposent pas d'une marge de manœuvre budgétaire suffisante pour financer des projets d'investissement de grande envergure.

Néanmoins, les fonds publics ont un rôle essentiel à jouer dans la réduction des risques et la mobilisation des capitaux privés, lesquels sont disponibles en abondance, ainsi que dans l'obtention de financements à faible coût de la part des partenaires de développement.

En tirant parti des efforts déployés au niveau mondial pour atténuer les changements climatiques, les pays africains pourraient propulser leur économie sur des trajectoires de croissance plus solides. Les investissements dans les infrastructures énergétiques propres et l'élargissement de l'accès à l'électricité qui en résultera joueront un rôle crucial pour l'industrialisation de l'Afrique et, par conséquent, dans la progression des pays africains vers le statut de pays à revenu élevé.

En tirant parti des efforts déployés au niveau mondial pour atténuer les changements climatiques, les pays africains pourraient propulser leur économie sur des trajectoires de croissance plus solides

5.3 Une possible renaissance minière

Non seulement l’Afrique bénéficiera des efforts visant à permettre au développement du continent de se faire sur des bases écologiquement favorables, mais la volonté mondiale de réduire les émissions de carbone pourrait stimuler le secteur extractif en Afrique. Le continent abrite en effet d’importantes réserves de cuivre, de cobalt, d’étain et de manganèse, minéraux essentiels à la transition énergétique verte.

La République démocratique du Congo est particulièrement bien placée pour bénéficier de la transition vers des énergies plus durables, étant donné qu’on y trouve de grands gisements de cobalt, de cuivre et d’étain. Ce pays possède près de 50 % de toutes les réserves connues de cobalt, et il est le plus grand producteur de cuivre et d’étain sur le continent. Le cuivre est considéré comme un élément central de la production d’énergies renouvelables, jouant un rôle essentiel dans tous les domaines, des véhicules électriques aux panneaux solaires en passant par les réseaux électriques.

En République démocratique du Congo et en Zambie, les mines peuvent fonctionner à plus petite échelle au moyen de l’hydroélectricité, ce qui limitera l’empreinte carbone de la production de cuivre dans le pays, détail important lorsque les tarifs transfrontaliers du carbone entrent en jeu. Le manganèse de haute pureté devient de plus en plus important pour la production de batteries utilisées dans les véhicules électriques et pour le stockage de secours de l’électricité produite à partir de sources renouvelables telles que l’énergie solaire et l’énergie éolienne.

Figure 5.7 : Importantes réserves de minerais « verts »

Cobalt	Lithium	Cuivre	Manganèse	Étain	Graphite
Maroc		République démocratique du Congo	Afrique du Sud	Nigéria	
République démocratique du Congo	Zimbabwe	Zambie	Côte d’Ivoire	République démocratique du Congo	Mozambique
			Gabon	Rwanda	République-Unie de Tanzanie
			Ghana		

Source : Institut d’études géologiques des États-Unis.

L’Afrique du Sud est le plus grand producteur de manganèse au monde. Elle détient près de 40 % des réserves totales connues. Le Gabon, pays fortement tributaire du pétrole pour sa croissance, ses recettes et ses exportations, représentait plus de 20 % de la production mondiale de manganèse en 2022, tandis que le Ghana et la Côte d’Ivoire en représentaient respectivement 5 % et 2 %.

L’investissement dans l’extraction de ces minerais pourrait appuyer les efforts de diversification dans des pays comme la Côte d’Ivoire et le Gabon, et contribuer de façon

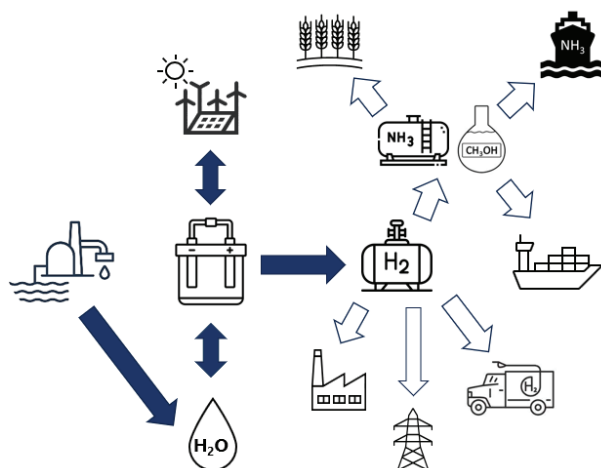
L’Afrique possède plusieurs minéraux essentiels qui seront utilisés dans la transition verte mondiale

considérable au développement de la République démocratique du Congo. Si l'Afrique du Sud reste quant à elle fortement dépendante de son secteur des métaux du groupe platine, elle abrite également les plus grandes réserves de manganèse de la planète.

En plus de tirer parti de la demande accrue de minéraux dits verts, l'Afrique pourrait également jouer un rôle clé dans le développement de l'industrie internationale de l'hydrogène vert.

La production d'hydrogène vert consiste essentiellement à extraire l'hydrogène de l'eau en utilisant des énergies renouvelables, afin d'exploiter l'hydrogène et ses dérivés. L'hydrogène a des applications pratiques en tant que matière première dans l'industrie lourde et dans les piles à combustible pour alimenter les transports à longue distance. Ses dérivés, tels que l'ammoniac et le méthanol, sont utilisés dans la production d'engrais et comme carburant dans le secteur du transport maritime. La réduction des émissions dans les secteurs difficiles à décarboniser, tels que l'industrie lourde et les transports longue distance, est un facteur crucial pour parvenir à zéro émission nette au niveau mondial.

Figure 5.8 : Diverses utilisations de l'hydrogène vert



Source : Oxford Economics Africa.

La plupart des grandes régions économiques se sont fixé des objectifs en matière de production d'hydrogène vert et, surtout, s'attendent à ce qu'une partie de la demande d'hydrogène soit satisfaite par les importations. Même si le transport et la conversion de l'hydrogène se heurtent à des obstacles financiers et à des problèmes d'efficacité, le commerce des dérivés de l'hydrogène, tels que l'ammoniac, recèle un potentiel considérable.

Plusieurs pays africains disposent d'un avantage comparatif dans la production d'hydrogène vert en raison de l'abondance des ressources naturelles pouvant être exploitées dans sa production.

En outre, l'hydrogène et ses divers dérivés peuvent jouer un rôle central dans les objectifs de développement de l'Afrique. Une source d'énergie propre pour l'industrie lourde pourrait

**L'Afrique
pourrait jouer un
rôle clé dans le
développement
de l'industrie
internationale
de l'hydrogène
vert**

considérablement stimuler le secteur, tandis qu'un meilleur accès aux engrais permettrait d'augmenter les rendements agricoles et d'améliorer la résilience de l'agriculture.

5.4 La nécessaire révolution agricole

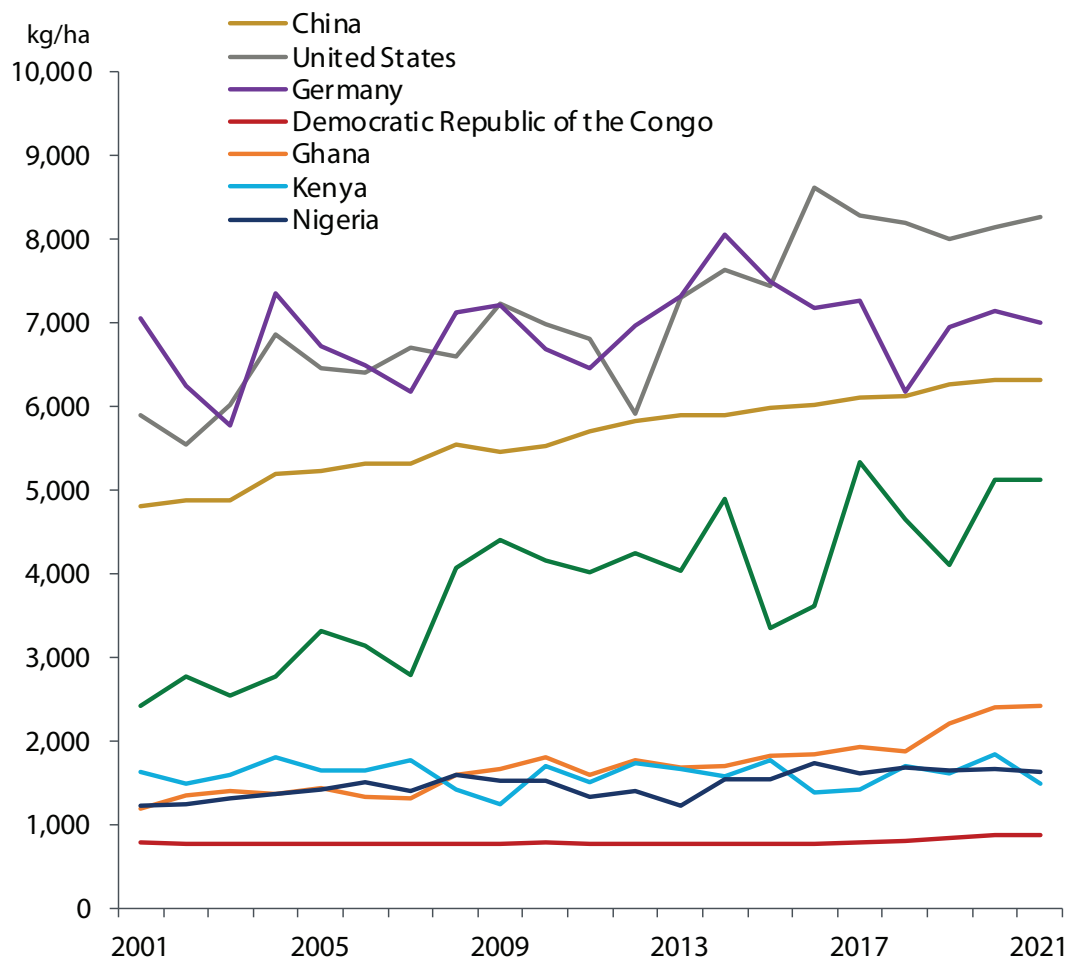
L'agriculture reste la clé de voûte de la plupart des économies africaines. C'est compte tenu de l'importance économique et sociopolitique du secteur agricole qu'a été conçu le Programme détaillé pour le développement de l'agriculture africaine, initiative continentale qui s'inscrit dans le cadre stratégique de l'Agenda 2063 et vise à accroître les investissements publics dans l'agriculture et à stimuler la productivité agricole.

La réalisation du potentiel agricole de l'Afrique nécessitera des investissements de grande envergure dans le domaine des intrants (engrais et semences hybrides), des infrastructures (irrigation, stockage et fret) et des marchés (amélioration des flux commerciaux régionaux et des politiques).

Au vu des incidences directes des changements climatiques sur la production agricole en Afrique, ce secteur devra être un des principaux bénéficiaires des initiatives en faveur de l'adaptation. Non seulement les gouvernements africains devront donner la priorité à son développement, mais le financement du développement lié au climat devra également être orienté vers l'agriculture.

L'amélioration de la résilience de l'agriculture africaine stimulera les perspectives de développement en protégeant les moyens d'existence et le pouvoir d'achat : les flambées des prix des denrées alimentaires, souvent dues à des conditions météorologiques défavorables, sont en effet souvent à l'origine de l'instabilité des prix et de la forte inflation globale des prix à la consommation.

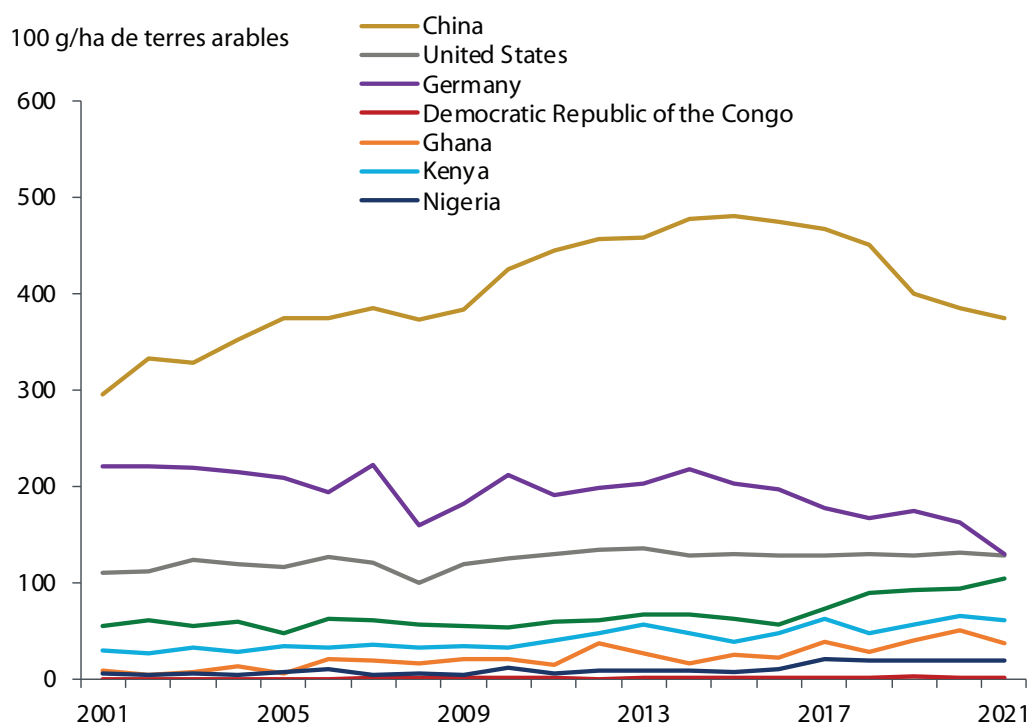
Figure 5.9 : Rendements céréaliers nationaux



Source : Banque mondiale.

Outre l'amélioration de la résilience par des investissements dans des infrastructures telles que les systèmes d'irrigation, il est possible d'accroître considérablement la production agricole sur le continent. L'utilisation d'intrants tels que les engrais y est très faible par rapport aux pays plus avancés. Par conséquent, les rendements agricoles africains sont bien moindres que ceux observés ailleurs. L'amélioration des rendements constituera une nouvelle étape importante dans l'ascension sur l'échelle des revenus : des stocks alimentaires plus largement disponibles à des prix plus prévisibles auront d'importantes retombées sur les finances des ménages. L'effet sur les revenus sera également important, étant donné la prédominance de l'agriculture de subsistance sur le continent.

Il est possible
d'accroître
considérablement
l'usage des intrants
agricoles en
Afrique

Figure 5.10 : Consommation d'engrais

Source : Banque mondiale.

À la vingt-huitième session de la Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques, la Fondation Bill & Melinda Gates et les Émirats arabes unis se sont engagés à verser quelque 200 millions de dollars pour aider les petits exploitants agricoles d'Afrique et d'Asie du Sud à renforcer leur résilience et à s'adapter aux changements climatiques. De plus, durant les premiers jours de ce sommet, le Fonds vert pour le climat a reçu 3,5 milliards de dollars de promesses de contributions destinées à l'atténuation des changements climatiques dans les pays en développement, tandis que la Banque africaine de développement s'est engagée à porter son financement pour l'adaptation aux changements climatiques à 25 milliards de dollars d'ici 2025, en encourageant des investissements climato-compatibles liés à l'épuration et au recyclage des eaux, ainsi qu'à d'autres segments de la chaîne de valeur de l'eau. Outre ces initiatives, la Banque mondiale a également indiqué vouloir élargir le champ d'application des clauses de suspension de la dette en cas de chocs ou de catastrophes naturelles d'origine climatique, tandis que la Banque africaine de développement a annoncé l'adoption de clauses analogues afin d'apporter un certain soulagement et une sécurité financière dans un contexte d'intensification des phénomènes climatiques.

6. DIFFICULTÉS ET CONSÉQUENCES POUR LES POLITIQUES

Pour échapper au piège du revenu intermédiaire, il faudra adopter une approche politique globale afin de veiller non seulement à ce que l'économie se développe à un rythme adéquat et constant, mais aussi à ce que le changement structurel nécessaire suive une trajectoire durable (voir Organisation des Nations Unies, Commission économique pour l'Afrique, 2024). La caractéristique fondamentale de la transition du statut de pays à revenu intermédiaire à celui de pays à revenu élevé consiste dans le passage d'une économie axée sur l'investissement (ou sur les facteurs) à une économie du savoir axée sur l'innovation (Triki et al., 2022). Cela nécessite une politique industrielle dynamique à même de guider la transformation industrielle et de favoriser le renforcement des capacités technologiques. En outre, les contraintes de financement et l'ampleur des investissements requis obligeront les États à mobiliser des capitaux privés. Une plus grande participation du secteur privé permettra d'alléger les pressions budgétaires, de sorte que des financements publics accrus puissent être consacrés à des investissements structurels dans les infrastructures liées à l'adaptation. Pour mobiliser les capitaux nécessaires, il est impératif que les pays disposent de cadres d'investissement clairs, de politiques sûres et de plans d'atténuation crédibles, tout en proposant des incitations suffisantes à l'investissement privé. Dans le même temps, il est essentiel que les plans d'atténuation des changements climatiques soient pragmatiques afin d'éviter que le passage structurel à des systèmes énergétiques écologiquement viables ne compromette la sécurité énergétique et l'accessibilité de l'énergie, ainsi que le développement socioéconomique indispensable.

Du point de vue des moyens d'action, on peut classer en deux catégories les aspects de la transition vers le statut de pays à revenu élevé dans le contexte de l'évolution mondiale du climat et, surtout, des efforts de lutte contre les changements climatiques : les fondements et les innovations.

Figure 6.1 : Domaines d'action prioritaires

Échapper au piège du revenu intermédiaire	
Fondements	Innovations
<ul style="list-style-type: none">• Droits de propriété• Enseignement et formation	<ul style="list-style-type: none">• Réduction du risque pour l'investissement• Politique industrielle active

Source : Oxford Economics Africa.

6.1 Fondements

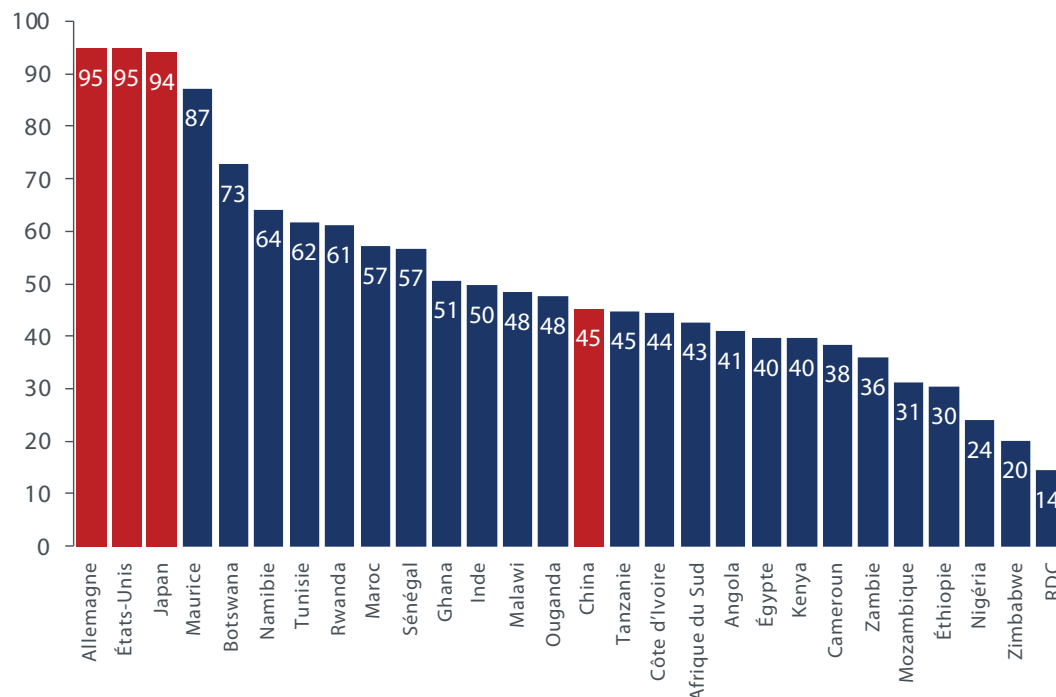
La transition vers le statut de pays à revenu élevé exige de jeter les bases d'un développement économique durable et diversifié. Le plus fondamental de ces éléments, toutefois souvent négligé, réside dans la sécurité des droits de propriété. Il ne s'agit pas seulement de la protection contre le vol, mais aussi de l'assurance que le capital matériel et financier ne sera pas exproprié sans le consentement de l'intéressé, et qu'un système judiciaire performant

La transition vers le statut de pays à revenu élevé exige la mise en place des fondements d'un développement économique durable et diversifié

réglera tout litige à cet égard. En outre, l'absence de garanties de droits de propriété décourage l'épargne et l'investissement à long terme, qui sont pourtant indispensables au développement d'industries sophistiquées. La qualité et l'efficacité des droits de propriété en Afrique sont bien en deçà de la norme mondiale, entraînant une sous-performance du continent en matière d'investissement et d'épargne à long terme.

Figure 6.2 : Droits de propriété

Points d'indice (100 = pays le plus performant)



Source : The Heritage Foundation.

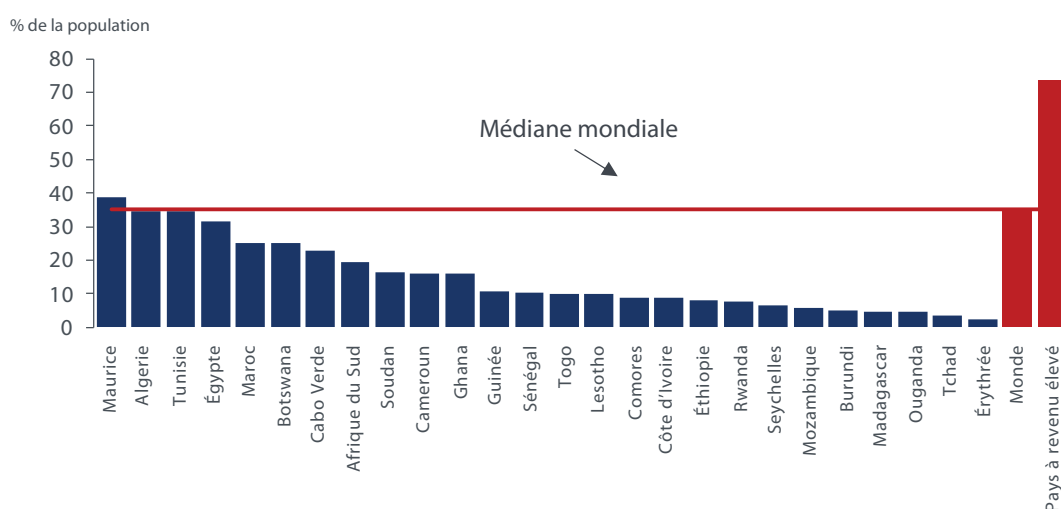
Une main-d'œuvre suffisamment qualifiée fait également partie des éléments incontournables du développement économique durable. Par exemple, l'ascension économique rapide de la République de Corée a été précédée par 40 années d'investissement dans un enseignement de haute qualité. Une main-d'œuvre qualifiée est essentielle pour une croissance économique dynamique et diversifiée, et constitue une condition préalable à la transition structurelle vers l'innovation nécessaire pour propulser une économie vers le statut de pays à revenu élevé.

Bien que les problèmes auxquels sont confrontées les écoles africaines varient d'un pays à l'autre, il existe plusieurs traits communs à l'ensemble du continent : le taux de scolarisation chute brutalement après l'enseignement primaire, il y a une pénurie d'enseignants qualifiés, et la structure des dépenses d'enseignement est principalement orientée vers l'enseignement post-primaire. Or, étant donné que c'est à l'école primaire que le taux de scolarisation est le plus élevé, c'est là qu'on a une vraie chance de dispenser un enseignement aux enfants et de faire en sorte qu'ils poursuivent leur scolarité. Par conséquent, il convient de mettre davantage l'accent sur l'amélioration de la qualité de l'enseignement primaire, en lui consacrant davantage de ressources (enseignants qualifiés, matériel pédagogique de base...) et en repensant les programmes d'études pour veiller à ce que le marché du

**Une main
d'œuvre
suffisamment
qualifiée forme
également
une pierre
angulaire du
développement
économique
durable**

travail soit prêt à répondre aux exigences de l'avenir. Si l'accès à un enseignement primaire de grande qualité est la première étape importante vers la formation d'une main-d'œuvre suffisamment qualifiée, l'objectif à plus long terme devrait être d'améliorer le niveau de l'enseignement supérieur. Le niveau de l'enseignement supérieur est un indicateur qui aide à déterminer si un pays est prêt à adopter des technologies de pointe et à innover. Le taux brut d'inscription dans les établissements d'enseignement supérieur varie considérablement d'un pays à l'autre. C'est à Maurice que ce taux est le plus élevé : 38,7 % de la population adulte y a suivi une forme ou une autre d'enseignement supérieur ; à l'inverse, ce taux n'est que de 2,6 % en Érythrée (Institut de statistique de l'UNESCO, 2022). La plupart des pays se situent en dessous de la moyenne mondiale du taux brut d'inscription dans l'enseignement supérieur, qui est de 35 %. La moyenne subsaharienne à cet égard est de 8,6 %, ce qui est très faible.

Figure 6.3 : Taux brut d'inscription dans les établissements d'enseignement supérieur en Afrique



Source : UNESCO.

En raison du rôle prépondérant de l'innovation dans la transition vers le statut de pays à revenu élevé, le capital humain est un facteur crucial. La transition structurelle vers une économie axée sur l'innovation demande une augmentation du taux d'inscription dans l'enseignement supérieur, des compétences techniques plus spécialisées, une hausse des dépenses publiques consacrées à la recherche et une plus grande sophistication des infrastructures numériques pour accroître la part des activités fondées sur le savoir dans les secteurs productifs (Paus, 2017). La différence entre les niveaux de revenu des différents pays peut en partie s'expliquer par leur capacité à créer un environnement propice à l'innovation (Triki *et al.*, 2022).

6.2 Innovations

Les avancées technologiques, les innovations financières et les efforts déployés au niveau mondial pour atténuer les changements climatiques ont modifié le contexte dans lequel les pays à revenu intermédiaire visent le statut de pays à revenu élevé. Les institutions et les

**Les décideurs
devront tirer
parti des
avancées
technologiques
et des
innovations
liées au
financement et à
l'atténuation des
changements
climatiques**

politiques publiques devront jouer un rôle central pour s'orienter dans ce nouveau contexte et en tirer parti. La mise en place d'instruments de gouvernance consacrés à une stratégie industrielle moderne et à la transition vers une économie verte, numérique, circulaire et bleue permettra aux pays africains de mettre en place des mécanismes institutionnels et de coordination de haut niveau qui renforceront leurs programmes intersectoriels de développement.

Le financement des besoins en infrastructures de l'Afrique, tout en atténuant son empreinte écologique et en améliorant la résilience économique face aux chocs exogènes, suppose des investissements qui dépassent largement les capacités des États. Il faudra mobiliser les fonds et l'appui du secteur public pour attirer le privé. Pour ce faire, il convient de mettre en place un cadre réglementaire sûr et complet, tout en réduisant les risques liés aux investissements dans les infrastructures et dans l'action climatique.

Figure 6.4 : Outils à la disposition du secteur public pour réduire le risque financier

Mécanismes d'appui public			Profil risque-rendement attrayant pour le secteur privé
Politiques favorables	Assistance technique	Renforcement des capacités	
Instruments de financement public			
Dettes	Fonds propres	Instruments de réduction des risques	

Source : Oxford Economics.

En ce qui concerne le cadre réglementaire, pour encourager les investissements dans des domaines tels que l'énergie verte (pour améliorer l'accès à l'énergie, qui est une condition préalable à l'industrialisation), les pouvoirs publics pourraient envisager d'instaurer un « prix du carbone » pour décourager l'utilisation d'actifs à forte émission de carbone ou des crédits d'impôt pour les investissements à faible émission de carbone. Des mesures incitatives similaires pourraient être mises en place pour encourager les investissements dans d'autres domaines critiques tels que l'approvisionnement en eau, les infrastructures de transport et l'enseignement. Une structure d'incitation transparente et efficace, associée à la surveillance d'un système judiciaire performant et à la protection universelle des droits de propriété, est la première étape pour la participation du secteur privé.

Une fois que les mécanismes essentiels d'aide publique sont en place, les programmes de financement direct du secteur public peuvent attirer le secteur privé. Si l'État peut financer des projets directement, pour être utilisés plus efficacement, les fonds publics doivent catalyser le financement du secteur privé. Les pouvoirs publics peuvent attirer le secteur privé en réduisant la perception du risque et en améliorant le profil risque-rendement de l'investissement dans leur pays. Cela peut se faire par le biais d'un financement mixte, une approche structurante faisant appel à des subventions ou à des capitaux philanthropiques ou à des conditions concessionnelles pour produire une perspective d'investissement équivalente à celles que l'on trouve sur le marché. Par exemple, l'État peut mettre en place des garanties pour réduire le risque d'investissement dans un grand projet d'infrastructure. Cela permet aux projets d'avoir un profil risque-rendement plus attrayant pour un ensemble

Pour être utilisés plus efficacement, les fonds publics doivent catalyser les financements privés

plus large d'investisseurs. Il existe de nombreux instruments de gestion du risque financier permettant d'atténuer les risques ou de les transférer entre diverses parties. Les garanties de crédit, par exemple, ont un garant (ex. : l'État) qui accepte de payer le prêt en cas de défaut, réduisant ainsi le risque grâce à ce filet de sécurité. Ces garanties, de même que les subventions et certains types de prêts subordonnés, sont des instruments pouvant faire office de capital catalytique en première perte. Lorsqu'il est ajouté aux structures de capital, un tel système encourage les investisseurs institutionnels, car il améliore le profil risque-rendement et les aide à respecter les paramètres d'investissement.

Tout en mettant en place des mesures visant à encourager la participation du secteur privé, une politique d'industrialisation claire et globale est nécessaire pour servir de référence en matière de développement (voir Organisation des Nations Unies, Commission économique pour l'Afrique, 2014). Il faut pour cela que les différentes institutions et les différents acteurs publics conviennent d'objectifs de développement bien définis et s'y tiennent.

Il faut souligner qu'une politique industrielle moderne ne se limite pas à des incitations à l'investissement et à la mise en place des infrastructures nécessaires, mais exige également une approche globale qui tienne compte de l'ensemble des facteurs de production : terre, main-d'œuvre, capital et esprit d'entreprise.

La terre, en tant que facteur de production dans le cadre d'une stratégie d'industrialisation plus large, acquerra un autre niveau de complexité dans le contexte des changements climatiques. La définition d'une stratégie cohérente en matière de gestion des ressources naturelles passe par la prise de décisions sur l'exploitation des ressources naturelles non renouvelables (dont les hydrocarbures et les minéraux verts) et renouvelables (forêts, océans et énergies renouvelables). Il est important de noter que ces décisions se conjugueront à d'autres décisions géospatiales plus classiques concernant les infrastructures, l'urbanisation et le regroupement industriel.

Comme indiqué plus haut dans le présent rapport, la main-d'œuvre sous forme de capital humain jouera un rôle central dans la transition des pays vers le statut de pays à revenu élevé. La République de Corée est un cas d'école à cet égard. En investissant dans le capital humain et les infrastructures au cours des deux dernières décennies, la République de Corée a pu faire du secteur numérique un moteur essentiel de son développement économique. L'accent mis sur la recherche, par le biais d'investissements tant publics que privés, a joué un rôle moteur dans la transition technologique, tandis que la formation d'une main-d'œuvre hautement qualifiée a également été essentielle pour accroître l'efficacité des investissements dans la recherche. Une main-d'œuvre plus productive et plus formée peut servir de catalyseur pour la sophistication économique.

Les besoins en capitaux pour financer les besoins en infrastructures de l'Afrique n'étant pas à la portée du seul État, il faudra mobiliser des financements privés. Une politique d'industrialisation globale ne se borne pas à attirer des capitaux privés, mais, en s'appuyant sur des mesures incitatives et un cadre stratégique plus large, elle oriente également l'acheminement des capitaux privés. Il ne s'agit pas toujours de définir quels sont les secteurs à développer de manière directive, mais plutôt de créer un environnement économique qui favorise l'émergence de secteurs sophistiqués et axés sur l'innovation.

Une politique industrielle moderne exige une approche globale qui porte sur l'ensemble des facteurs de production

L'esprit d'entreprise est le facteur de production qui fait coïncider les trois autres. Les progrès réalisés dans la valorisation du capital humain, l'amélioration du climat des affaires et les mesures incitatives en faveur du développement de secteurs spécifiques sont autant d'éléments qui favorisent l'émergence de l'esprit d'entreprise. En outre, l'activité entrepreneuriale sera essentielle pour instaurer une culture de l'innovation, laquelle, à son tour, sera cruciale pour passer à une économie fondée sur le savoir.

7. CONCLUSION

Les trajectoires de croissance actuelles sont de mauvais augure pour les chances de la plupart des pays africains d'échapper au piège du revenu intermédiaire. L'Afrique du Sud, le Botswana et le Gabon doivent enregistrer un taux de croissance moyen du PIB d'environ 3 % par an pour atteindre le statut de pays à revenu élevé d'ici 2050. Bien qu'il ne soit pas particulièrement élevé, ce pourcentage est nettement supérieur aux projections de croissance actuelles de ces pays. En outre, le taux de croissance requis pour l'Égypte est d'environ 5,5 % par an, tandis que celui requis pour le Ghana et le Kenya est proche de celui du « miracle chinois », soit un peu plus de 8 % par an. Le taux de croissance requis pour le Nigéria est quant à lui plus proche de 10 % par an.

Une fois que les mécanismes essentiels d'aide publique seront en place, les programmes de financement direct du secteur public pourront attirer le privé

La transition vers le statut de pays à revenu élevé exigera la mise en place des fondements d'un développement économique durable et diversifié. La caractéristique fondamentale de la transition d'un statut de pays à revenu intermédiaire à celui de pays à revenu élevé est le passage d'une économie axée sur l'investissement (ou sur les facteurs) à une économie du savoir axée sur l'innovation. Cela nécessite une politique industrielle dynamique, à même de guider la transformation industrielle et d'encourager le renforcement des capacités technologiques. En outre, les contraintes de financement et l'ampleur considérable des investissements requis obligeront les États à mobiliser des capitaux privés.

En tirant parti des efforts déployés au niveau mondial pour atténuer les changements climatiques, les pays africains pourraient propulser leur économie sur des trajectoires de croissance plus solides. Les investissements dans les infrastructures énergétiques propres et l'élargissement de l'accès à l'électricité qui en résultera joueront un rôle crucial pour l'industrialisation de l'Afrique et, par conséquent, dans la progression des pays africains vers le statut de pays à revenu élevé.

Du point de vue des politiques, on peut classer en deux catégories les aspects de la transition vers le statut de pays à revenu élevé dans le contexte d'un climat mondial en mutation et, surtout, des efforts de lutte contre les changements climatiques : les fondements et les innovations. Le plus fondamental de ces éléments, toutefois souvent négligé, réside dans la sécurité des droits de propriété. Une main-d'œuvre suffisamment qualifiée forme une autre pierre angulaire du développement économique durable. En raison du rôle prépondérant de l'innovation dans la transition vers le statut de pays à revenu élevé, le capital humain est un facteur crucial.

Une fois que les mécanismes essentiels d'aide publique seront en place, les programmes de financement direct du secteur public pourront attirer le secteur privé. Si l'État peut financer des projets directement, les fonds publics, pour être utilisés plus efficacement, doivent catalyser le financement du secteur privé. Les pouvoirs publics peuvent attirer le secteur privé en réduisant la perception du risque et en améliorant le profil risque-rendement de l'investissement dans leur pays. Cela peut se faire par le biais d'un financement mixte, une approche structurante faisant appel à des subventions ou à des capitaux philanthropiques ou à des conditions concessionnelles pour produire une perspective d'investissement équivalente à celles que l'on trouve sur le marché.

Tout en mettant en place des mesures visant à encourager la participation du secteur privé, une politique d'industrialisation claire et globale est indispensable pour servir de référence en matière de développement. Il faut pour cela que les différentes institutions et les différents acteurs publics conviennent d'objectifs de développement bien définis et s'y tiennent. Il importe enfin d'insister sur le fait qu'une politique industrielle moderne ne se limite pas à des mesures incitatives en faveur de l'investissement et à la mise en place des infrastructures nécessaires, mais exige également une approche globale qui tienne compte de l'ensemble des facteurs de production : terre, main-d'œuvre, capital et esprit d'entreprise.

SOURCES

Agence internationale de l'énergie (2017). *Energy Access Outlook 2017: From Poverty to Prosperity* (Perspectives pour l'accès à l'énergie 2017 : de la pauvreté à la prospérité), Paris.

_____ (2023). *Africa Energy Outlook 2022* (Perspectives énergétiques en Afrique 2022), version révisée.

Asafu-Adjaye, John, Njuguna Ndung'u et Abebe Shimeles (2022). *Macroeconomic consequences of climate change in Africa and policy implications* (Conséquences macroéconomiques des changements climatiques en Afrique, et leurs incidences sur l'action à mener). Groupe de travail sur le climat, le développement et le Fonds monétaire international, avril.

Banque mondiale (2019). *Statement on high-level meeting on humanitarian and recovery efforts following Cyclone Idai* (Déclaration à l'occasion de la réunion de haut niveau consacrée à l'action humanitaire et aux efforts de relèvement à la suite du passage du cyclone Idai), 11 avril.

_____ (2020). *Access to electricity vs. GDP per capita* (Accès à l'électricité en fonction du PIB par habitant), 2020. Base de données « Our World in Data ». Disponible à l'adresse <https://ourworldindata.org/grapher/access-to-electricity-vs-gdp-per-capita>.

_____ (2021a). *Africa's Pulse : An Analysis of Issues Shaping Africa's Economic Future* (Le pouls de l'Afrique : une analyse des enjeux qui façonneront l'avenir économique de l'Afrique). Climate Change Adaptation and Economic Transformation in Sub-Saharan Africa, vol. 24. Washington.

_____ (2021b). *GNI per capita vs. GDP per capita* (RNB par habitant en fonction du PIB par habitant), 2021. Base de données « Our World in Data ». Disponible à l'adresse <https://ourworldindata.org/grapher/gni-per-capita-vs-gdp-per-capita>.

_____ (2024). *Agriculture, forestry, and fishing, value added (% of GDP), Sub-Saharan Africa* (Agriculture, foresterie et pêche, valeur ajoutée (en pourcentage du PIB), Afrique subsaharienne). DataBank. Disponible à l'adresse <https://databank.worldbank.org/home.aspx>.

Biteye, Mamadou (2016). *70% of Africans make a living through agriculture, and technology could transform their world* (L'agriculture fait vivre 70 % des Africains, et la technologie pourrait transformer leur monde). Forum économique mondial, 6 mai.

Global Centre on Adaptation (2023). *Accelerating adaptation finance: Africa and global perspectives* (Accélérer le financement de l'adaptation : l'Afrique et les perspectives mondiales). Rotterdam.

Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (2021). *Climate Change 2021: The Physical Science Basis* (Évolution du climat en 2021 : fondements en sciences physiques), contribution du Groupe de travail 1 au sixième rapport d'évaluation du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat, Cambridge et New York : Cambridge University Press.

Hebbale, Chetan et Johannes Urpelainen (2023). *Debt-for-adaptation swaps: a financial tool to help climate vulnerable nations* (Échanges de créances contre mesures d'adaptation : un outil financier pour aider les pays vulnérables). Brookings, 21 mars.

Institut de statistique de l'UNESCO, 2022. Base de données statistiques Disponible à l'adresse : <https://data.uis.unesco.org/>.

Notre Dame Global Adaptation Initiative (2023). *ND-GAIN Country Index, Vulnerability and Readiness Database* (Indice pays ND-GAIN, base de données sur la vulnérabilité et la capacité de réaction). Disponible à l'adresse : <https://gain-new.crc.nd.edu/ranking>.

ONU, Commission économique pour l'Afrique (2014). *Rapport économique sur l'Afrique 2014 : Politique industrielle dynamique en Afrique*. Publication des Nations Unies.

_____ (2024). *Rapport économique sur l'Afrique 2024 : Investir dans une transition juste et durable en Afrique*. Publication des Nations Unies.

Paus, Eva (2017). *Escaping the middle-income trap: innovate or perish* (Échapper au piège du revenu intermédiaire : innover ou trépasser). ADBI Working Paper Series, n° 685. Institut de la Banque asiatique de développement, Tokyo.

PricewaterhouseCoopers (2023). *Financing sub-Saharan Africa's climate action: implementing green public finance management (PFM) in debt distressed countries* (Financement de l'action climatique en Afrique subsaharienne : mise en place de la gestion des financements publics écologiques dans les pays surendettés), juillet.

Stern, David, Paul J. Burke et Stephan B. Bruns, (2019). *The impact of electricity on economic development: a macroeconomic perspective* (L'incidence de l'électricité sur le développement économique : une perspective macroéconomique). EEG State-of-Knowledge Paper Series, n° 1.1. Oxford Policy Management.

Triki, Chema Triki, et al. (2022). *How can African countries avoid the middle-income trap?* (Comment les pays africains peuvent-ils échapper au piège du revenu intermédiaire ?). Tony Blair Institute, 9 mars.

Van Ruijven, Bas J., Enrica De Cian et Ian Sue Wing (2019). *Amplification of future energy demand growth due to climate change* (Amplification de la croissance de la demande future d'énergie en raison des changements climatiques). Nature Communications, vol. 10, n° 2762 (juin).

